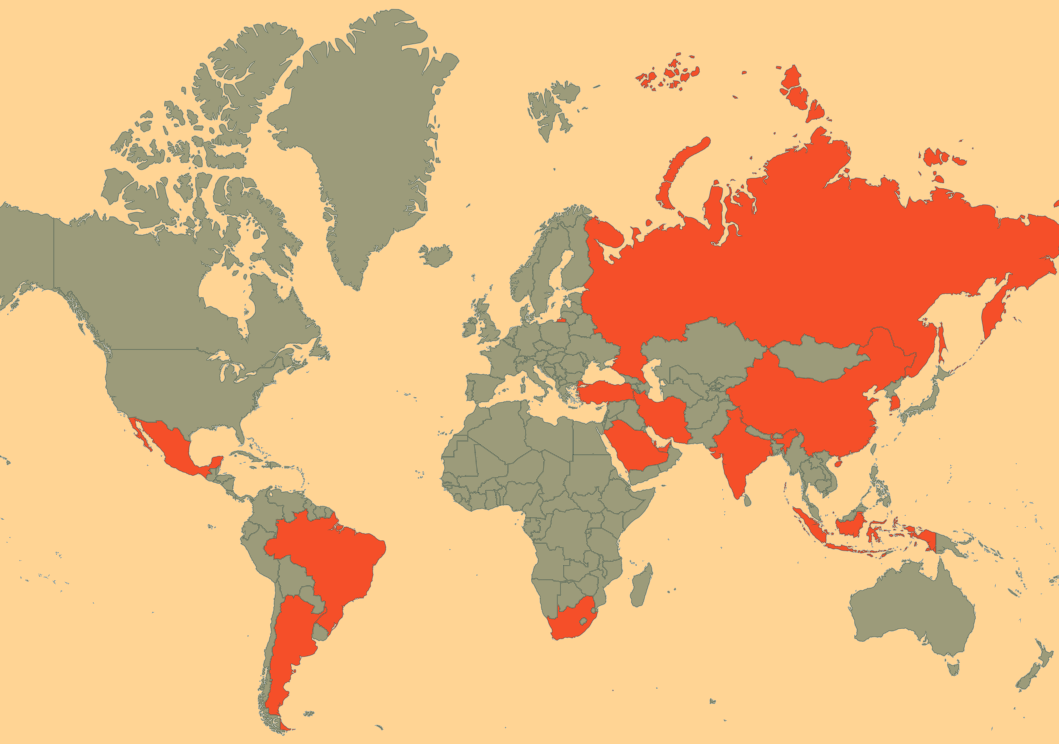


Sur la formation des pays néo-impérialistes

Stefan Engel



Stefan Engel

**Sur la formation des
pays néo-impérialistes**

Édition Neuer Weg

Septembre 2017

Stefan Engel, Gabi Fechtner, Monika Gärtner-Engel,
Oskar Finkbohner, Klaus Arnecke

Sur la formation des
pays néo-impérialistes

Traduit en français
sur la base du 1^{er} tirage paru en juillet 2017
sous le titre

« Über die Herausbildung der
neuimperialistischen Länder »

Verlag Neuer Weg
dans le Groupe médiatique Neuer Weg GmbH
Alte Bottroper Str. 42 • 45356 Essen
verlag@neuerweg.de • www.neuerweg.de

Production
Mediengruppe Neuer Weg GmbH

ISBN 978-3-88021-471-2
ISBN eBook 978-3-88021-472-9

Table de matières

Sur la formation des pays néo-impérialistes

| | |
|---|-----------|
| Préface | 5 |
| Introduction | 6 |
| I. La naissance de nouveaux pays impérialistes est une caractéristique essentielle du système impérialiste mondial | 8 |
| II. Les changements dans l'économie et la structure de classe des pays opprimés | 10 |
| III. La nouvelle organisation de la production internationale et la naissance de nouveaux pays impérialistes | 14 |
| 1. De la dépendance unilatérale à l'interpénétration des monopoles nationaux avec le capital financier international | 19 |
| 2. De la dépendance néocoloniale à l'égard de l'impérialisme vers l'autonomie en tant que pays néo-impérialistes | 20 |
| 3. La crise du néocolonialisme sape la domination sans partage des anciens impérialistes | 22 |

| | |
|---|-----------|
| IV. La crise économique et financière mondiale de 2008–2014 comme moteur de la formation et de l'évolution rapide de pays néo-impérialistes..... | 26 |
| V. Certains pays néo-impérialistes particulièrement agressifs | 34 |
| 1. La Chine, le pays le plus puissant parmi les pays néo-impérialistes | 34 |
| 2. La renaissance néo-impérialiste de la Russie | 41 |
| 3. La supériorité néo-impérialiste de l'Inde dans le sous-continent indien | 45 |
| 4. La Turquie néo-impérialiste au carrefour entre l'Europe et l'Asie | 50 |
| VI. La lutte nécessaire contre le social-chauvinisme, l'opportunisme et le dogmatisme | 57 |
| VII. La nouvelle qualité de la tendance générale de l'impérialisme à produire des crises | 62 |
| Recueil de citations importantes de V. I. Lénine à propos des « pays néo-impérialistes » | 69 |

Préface

L'analyse de la formation et du développement d'une série de pays néo-impérialistes s'est avérée nécessaire, car ce nouveau phénomène remet radicalement en question la structure du système impérialiste mondial, telle qu'elle a existé jusqu'à présent.

Sur la base solide de l'analyse de l'impérialisme par Lénine, le MLPD a analysé sous l'aspect des principes et de façon concrète les nouveaux phénomènes et changements essentiels intervenus depuis 1969 à l'aide de la méthode matérialiste dialectique, c'est-à-dire le capitalisme monopoliste d'État en RFA, la restauration du capitalisme en Union soviétique et en Chine, la naissance du néocolonialisme, la nouvelle organisation de la production internationale et le développement de la crise environnementale. Le « supplément bleu », qui est présenté ici, se fonde sur cette ligne idéologico-politique. Celle-ci a été élaborée au travers de documents programmatiques et du système de son organe théorique *Revolutionärer Weg* [Voie révolutionnaire] et la perfectionne.

En 2011, l'ouvrage « L'Aube de la révolution socialiste internationale » a formulé pour la première fois la thèse de la formation et du développement de pays néo-impérialistes. La présente analyse fournit la preuve scientifique du bien fondé de cette thèse.

Cette analyse contribue à promouvoir au sein des masses des travailleurs, des femmes et des jeunes un débat dont l'objectif est de stimuler la prise de conscience. En outre, elle constitue une prise de position du MLPD à l'égard du mouvement révolutionnaire et ouvrier international, en vue du débat à l'occasion du centenaire de la révolution d'Octobre en Russie.

Juillet 2017, Stefan Engel

Introduction

Le monde est agité par de grands troubles, des conflits dramatiques, des luttes de masse menées avec acharnement et des tournures d'événements imprévues. Nombre de personnes sont profondément préoccupées de l'avenir : Elles ont des inquiétudes au sujet du président américain Donald Trump, de l'établissement d'une dictature fasciste en Turquie, de la guerre en Syrie qui n'en finit pas, du conflit militaire en Ukraine, des provocations des États-Unis et de la Chine en mer de Chine méridionale ou de l'aggravation dramatique des contradictions concernant la péninsule coréenne. Dans ce dernier cas, les États-Unis et la Corée du Nord menacent ouvertement d'une guerre nucléaire. Et de l'inquiétude aussi, parce que les monopoles internationaux approfondissent délibérément et de façon irresponsable la rupture de l'unité de l'homme et de la nature, afin d'engranger un maximum de bénéfices.

Sous la pression de la crise de leur politique bourgeoise à l'égard des réfugiés depuis 2015, de plus en plus de gouvernements en Europe ont accompli et poursuivent un net virage à droite. Aussi le gouvernement Merkel/Gabriel en Allemagne justifie ce virage par la prétendue « lutte contre le terrorisme ». Sur cette base, des mouvements et des partis ouvertement réactionnaires, racistes, nationalistes et jusqu'à fascistes se sont renforcés et continuent de se renforcer partout – comme jamais depuis la Seconde Guerre mondiale.

En même temps, nous vivons le début d'un revirement progressiste de l'état d'esprit parmi la classe ouvrière et les larges masses. Ce mouvement dépasse aujourd'hui déjà et de loin les protestations des années 1970 contre la guerre au Vietnam, aussi bien en ce qui concerne son ampleur que sa diversité ou son contenu. Il y a un nouveau mouvement de jeunes, transnational avec un regard critique sur la société qui englobe des

centaines de milliers. Il annonce un nouvel essor du mouvement révolutionnaire et ouvrier international. D'où vient tout cela ? Et comment faut-il l'apprécier ?

Les raisons principales de changements et bouleversements sociaux ne se trouvent pas dans les cerveaux ou les programmes des politiciens en place ni dans l'émergence de nouvelles idées ou philosophies, c'est ce que le matérialisme dialectique et historique démontre. Leur fondement matériel réside plutôt dans la base économique de la société, dans le développement contradictoire du mode de production. Dans ce contexte, l'apparition d'une série de pays néo-impérialistes constitue une question clé aujourd'hui. Il s'agit de comprendre cette réalité ainsi que ses causes et effets profonds. Sans quoi il est impossible de comprendre les changements actuels de la situation mondiale et d'en tirer les conclusions justes pour la lutte de classe et l'avenir de l'humanité.

Dans son analyse, le Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD) qualifie avant tout un groupe de 14 pays de néo-impérialistes. Leur taille diffère comme leur niveau de développement et ils se distinguent par leur structure et leur histoire socio-économiques. Ce sont les États BRICS – le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud et les États MIST – le Mexique, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Turquie ainsi que l'Argentine, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Iran. Ces pays ont développé leur caractère néo-impérialiste dans une période et un contexte précis avec les évolutions sociales au cours d'une période récente. 3,7 milliards de personnes vivent dans ces 14 pays, soit plus de la moitié de la population mondiale. Ce processus de formation de pays néo-impérialistes se profile déjà dans une série d'autres pays, mais cela est négligeable pour la présente analyse.

I. La naissance de nouveaux pays impérialistes est une caractéristique essentielle du système impérialiste mondial

Dans son analyse de l'impérialisme, élaborée en 1916, Lénine constate qu'une nouvelle époque avait commencé dans le développement du capitalisme consistant en **la transition du capitalisme de la libre concurrence à l'impérialisme monopoliste capitaliste**.

Au cours de la troisième partie du 19^e siècle un processus de formation d'une série de pays impérialistes a vu le jour, comme l'Angleterre ou la France. En Angleterre existaient déjà au milieu du 19^e siècle « *au moins deux traits distinctifs fondamentaux de l'impérialisme* »¹. Toutefois, Lénine dit que « *la maturité* » de l'impérialisme capitaliste « *ne date que du XX^e siècle* ». ²

Dans son analyse de l'impérialisme en 1916, il s'est surtout intéressé à l'Allemagne néo-impérialiste. Elle ne disposait que de peu de colonies. Le nouveau caractère propre à l'impérialisme est apparu avec d'autant plus d'évidence : **la domination du capital financier en tant que sa base économique-politique essentielle**.

L'Angleterre était un État qui avait acquis « *sa richesse ... moins grâce au travail de ses ouvriers que par l'exploitation de ses innombrables colonies, par l'énorme puissance de [ses] banques* ». ³ L'**Allemagne** par contre évolua en nouvelle grande puissance impérialiste très rapidement depuis 1871 et de façon beaucoup plus dynamique que l'Angleterre. La pro-

¹ Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme », Œuvres, t. 23, Paris/Moscou 1959, p. 123

² Lénine, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », Œuvres, t. 28, Paris/Moscou 1961, p. 247

³ Lénine, « La guerre et la révolution », Œuvres, t. 24, Paris/Moscou 1966, p. 412

duction industrielle augmenta par bonds, de grandes entreprises avec des milliers de salariés virent le jour et sa fringale de sources de matières premières et de débouchés était considérable.

Outre l'Allemagne, les États-Unis et le Japon appartenaient également au groupe néo-impérialiste. Leur supériorité par rapport au groupe des anciens pays impérialistes reposait sur un **mode de production capitaliste avancé**. Ils introduisirent « *dans la lutte de nouveaux procédés de développement de la production capitaliste, une technique supérieure, une organisation incomparable* ».⁴ Ils étaient désavantagés du fait que les colonies qui leur étaient indispensables comme sources de matières premières et de débouchés avaient déjà été réparties parmi les anciens impérialistes. Ceci suscita la poussée vers un nouveau partage du monde, les rendant particulièrement agressifs.

Dans sa célèbre œuvre « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », Lénine formule cette synthèse : « *Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme.* »⁵

Par monopole, Lénine entend aussi bien le capital financier qui « *est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels* » que « *le partage du monde [... en tant que] politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.* »⁶

Les pays impérialistes sont donc ceux dont l'économie est gouvernée par des monopoles, où les monopoles ont subor-

⁴ Ibid., p. 413

⁵ Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1960, p. 287

⁶ Ibid.

donné progressivement l'État et qui cherchent à dominer d'autres territoires et pays.

Ce qui est devenu caractéristique de ce « *capitalisme le plus nouveau* » c'est **l'exportation de capitaux**. Telle est la base économique décisive sur laquelle l'impérialisme exploite et opprime d'autres pays, alors que dans le capitalisme de libre concurrence il s'agissait surtout d'**exportation de marchandises**.

Dans des conditions déterminées dans l'histoire de l'impérialisme, de nouveaux pays impérialistes se développèrent toujours à partir d'anciennes colonies comme les États-Unis, le Canada ou l'Australie. C'est pourquoi il serait dogmatique de considérer comme irrévocable une fois pour toutes une répartition en pays qui oppriment et pays qui sont opprimés.

II. Les changements dans l'économie et la structure de classe des pays opprimés

À l'époque de Lénine, il existait environ 20 pays capitalistes. Aujourd'hui, le mode de production capitaliste est prédominant dans presque tous les États du monde. C'est le résultat inhérent à la victoire du capitalisme sur le féodalisme.

La politique coloniale capitaliste impérialiste était liée à l'hypertrophie de l'appareil de pouvoir et à une augmentation inouïe de la production d'armement. C'est ainsi que l'**État** a pris une importance de plus en plus grande. Son rôle s'est transformé : de représentant des intérêts du capital tout entier il est devenu **représentant des intérêts d'une poignée de capitalistes monopolistes**. Face à l'économie de guerre impérialiste, Lénine constate en 1917 déjà le début du passage du capitalisme monopoliste au capitalisme monopoliste d'État :

« *Le capitalisme de monopole se transforme en **capitalisme monopoliste d'État** ; la pression des événements impose une*

*réglementation sociale de la production et de la répartition dans divers pays, dont certains instituent l'obligation générale du travail. " Avant la guerre il y avait le monopole des trusts et des syndicats industriels ; la guerre a fait apparaître le monopole d'État. »*⁷

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le **passage de l'impérialisme capitaliste monopoliste à l'impérialisme monopoliste d'État** arrive à maturation dans presque tous les pays impérialistes. En 1979, Willi Dickhut définit cette nouvelle qualité de l'ordre social capitaliste dans le livre « Le capitalisme monopoliste d'État en RFA » :

*« Capitalisme monopoliste d'État signifie la soumission complète de l'État sous la domination des monopoles, la fusion des organes des monopoles avec ceux de l'appareil d'État et l'établissement du pouvoir économique et politique des monopoles sur l'ensemble de la société. »*⁸

Cette **base de pouvoir monopoliste d'État** est la « *forme suprême de l'organisation par États-nations du capitalisme* »⁹ Elle constituait la base essentielle de l'**internationalisation par bonds du mode de production capitaliste** qui se mit alors en œuvre. Ceci signifiait une **nouvelle phase dans le développement du système impérialiste mondial**.

Après la Seconde Guerre mondiale, les luttes de libération nationales ont démantelé l'ancien système colonial. À partir de ce moment, **l'exportation de capitaux** devient **la méthode prédominante de la politique coloniale impérialiste**. De sorte que les anciennes colonies, devenues désormais formelle-

⁷ Lénine, « Discours en faveur de la résolution sur la situation actuelle », Œuvres, t. 24, Paris/Moscou 1966, p. 309 – souligné par la rédaction

⁸ I^{ère} partie, p. 62 de l'édition allemande

⁹ Stefan Engel, « La nouvelle organisation de la production internationale – Crépuscule des Dieux sur le " nouvel ordre mondial " », L'Harmattan, Paris 2005, p. 262

ment des États indépendants, sont restées soumises aux monopoles internationaux. C'est ainsi qu'est né le **néocolonialisme** qui soumet les pays en voie de développement au statut de zones d'investissement pour ses capitaux excédentaires.

Avant 1945 il n'y avait, à l'échelle mondiale, que quelques centaines de monopoles internationaux. En 1969 on en compte déjà 7 300, avec 27 300 filiales. Désormais, le processus du repartage accéléré du monde par les monopoles internationaux caractérise l'économie mondiale, processus qui n'avait que débuté à l'époque de Lénine.

L'exportation de capitaux dans les pays impérialistes est particulièrement attrayante pour les monopoles internationaux, car la soif de capital y est très marquée en raison du développement de la production. Ceci a accéléré énormément **l'interpénétration et l'imbrication du capital impérialiste** jusqu'à devenir le moteur de l'internationalisation accélérée de la production capitaliste.

Par contre, l'exportation de capitaux dans les colonies s'est concentrée sur les projets les plus profitables dans le sens du profit maximal. Willi Dickhut en décrit avec précision les objectifs et les méthodes :

« Des sources de matières premières, des débouchés et des placements financiers, voilà les objectifs impérialistes de tous les capitalistes monopolistes. Pour atteindre ces objectifs, tous les moyens sont bons. Les impérialistes ont recours aux intrigues diplomatiques, à la corruption, à la participation aux bénéfices, au chantage, à la menace, aux attentats, au remaniement des gouvernements au moyen de la corruption, aux coups d'État militaires à l'aide d'officiers corrompus, à l'agression militaire de l'extérieur par des mercenaires étrangers ou par leurs propres troupes et ainsi de suite. »¹⁰

¹⁰ « Le capitalisme monopoliste d'État en RFA », 1^{ère} partie, p. 51 de l'édition allemande

L'extension du mode de production capitaliste a engendré dans les pays sous dépendance néocoloniale l'essor inexorable d'une **bourgeoisie nationale** et du **prolétariat industriel**. La bourgeoisie nationale construit de nombreux sites de production industrielle à l'aide de crédits des pays impérialistes, du Fonds monétaire international (FMI) ou de la Banque mondiale.

Une fois l'industrie capitaliste établie, celle-ci pousse par sa loi intrinsèque le capital à se concentrer et se centraliser. De la bourgeoisie nationale – ou dans son intérêt – des **monopoles nationaux**, privés, semi-étatiques ou étatiques se développent, **en imbrication étroite avec les groupes internationaux**. À ce sujet nous écrivions en 1993 dans le livre « Le néocolonialisme et les changements dans la lutte de libération nationale » que dans de nombreux pays, tels que l'Argentine, le Brésil, l'Inde et la Corée du Sud « *le grand capital des pays opprimés dépend des impérialistes à différents degrés. Il est lui-même contrôlé, et s'est transformé en un instrument de l'exercice de pouvoir du capital monopoliste international sur la société dans les pays opprimés.* »¹¹

Une condition fondamentale constituait le préalable nécessaire à la naissance de ces monopoles nationaux dans une série de pays sous dépendance néocoloniale. C'était la fusion des grands propriétaires fonciers capitalistes avec le capital industriel, bancaire et commercial. Il s'agissait surtout de pays qui, en raison de leurs conditions socio-économiques, suscitaient particulièrement l'intérêt du capital monopoliste international à exporter des capitaux. Le plus souvent, ces pays disposaient d'une grande étendue, étaient riches en ressources, très peuplés et se distinguaient par des rapports de production capitalistes relativement développés. Ils possédaient une infrastructure relativement bien aménagée, un

¹¹ p. 121 de l'édition allemande

grand potentiel de main d'œuvre ou des conditions de débouchés en expansion. Ce dernier facteur résultait surtout de la transformation d'une agriculture arriérée de petite paysannerie en **production agro-industrielle capitaliste**.

La naissance de **monopoles nationaux** constituait le **point de départ** économique essentiel à la **formation de pays néo-impérialistes**.

En 1980 existaient 21 monopoles internationaux au Brésil, Mexique, en Argentine, Inde, Afrique du Sud, Turquie et Corée du Sud ; en 1990 ils étaient 28.¹² Cependant, ils étaient encore essentiellement tributaires des impérialistes et c'est leurs intérêts qu'ils faisaient prévaloir dans les décisions prises par l'État, marquées avant tout par l'impérialisme.

III. La nouvelle organisation de la production internationale et la naissance de nouveaux pays impérialistes

Les pays sous dépendance néocoloniale devaient fournir des produits semi-finis aux monopoles internationaux avec de la main-d'œuvre bon marché, leur vendre leurs matières premières à bas prix ou étaient obligés d'acheter certaines marchandises. Sur le plan militaire aussi, les puissances impérialistes leur tenaient la bride haute. Ils leur imposaient des achats d'armes coûteux et les contrôlaient étroitement par le biais de conseillers militaires, de leur intégration dans des opérations militaires ou à travers la formation d'« alliances militaires ».

La plus grande part de la plus-value, réalisée par l'exploitation des ouvriers industriels et agricoles salariés de ces pays, tombait finalement dans les caisses des monopoles internatio-

¹² *Fortune* Global 500

naux. À cause de leur manque de capital, les pays sous dépendance néocoloniale étaient contraints de prendre des crédits parfois exorbitants auprès des grandes banques monopolistes à l'étranger dont le remboursement leur était à peine possible. Une **crise d'endettement** gigantesque en est résultée qui s'est transformée en **crise** profonde **du néocolonialisme**. Entre 1980 et 1989, la part des pays néocolonisés dans la population mondiale est passé de 74 à 76 pour cent. Par contre, dans le même temps, la part du produit brut mondial qu'ils ont réalisée a diminué de 23 à 17 pour cent.¹³

Au début des années 1990, les pays impérialistes y répondirent par la politique du **néolibéralisme**. Ce faisant, leur objectif visait à contrecarrer les répercussions de cette crise et stimuler une nouvelle croissance des marchés dans les pays sous dépendance néocoloniale. Il en résulta que les économies nationales de ces pays furent encore plus complètement soumises au processus international de production et reproduction des pays impérialistes et des monopoles internationaux. C'est ainsi que de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités de placement furent créés pour le capital excédentaire des monopoles internationaux.

Depuis le milieu des années 1980, la **modalité essentielle** a résidé dans **la privatisation d'entreprises publiques**. De 1992 à 2001, 1000 entreprises d'État furent vendues rien qu'en Amérique latine, réalisant des bénéfices d'environ 150 billions de dollars US.¹⁴ Dans le livre « La nouvelle organisation de la production internationale – Crépuscule des Dieux sur le “ nouvel ordre mondial ” » nous écrivions en 2003 :

¹³ « Le Néocolonialisme et les changements dans la lutte de libération nationale », p. 281 de la version allemande

¹⁴ Peter Rösler, « Ausländische Direktinvestitionen in Lateinamerika » [Investissements étrangers directs en Amérique latine], www.ixpos.de, 29 mars 2002

« *La privatisation et la **braderie des entreprises nationales aux monopoles internationaux** révèlent l'essence de la nouvelle organisation de la production internationale dans les pays néocolonisés. Les dimensions de cette vente au rabais s'expriment dans la hausse gigantesque des investissements directs étrangers. Dans ces pays, les investissements des monopoles internationaux progressèrent de 115 milliards de dollars US en 1980 à 1206 milliards de dollars US en 2000, soit plus de 10 fois.* »¹⁵

Aujourd'hui, les contours de l'économie mondiale sont dessinés par 114 000 monopoles internationaux et leurs 900 000 filiales environ, dont quelques 500 supermonopoles internationaux constituent la couche dirigeante du capital financier international dominant sans partage.¹⁶ Ce qui constitue une formidable **accentuation monopoliste de la production capitaliste**.

La nouvelle organisation de la production internationale depuis les années 1990 a considérablement accéléré le processus de formation de monopoles nationaux dans les pays sous dépendance néocoloniale.

Entre 1980 et 2015 la part de l'industrie dans le produit intérieur brut augmente. En Inde, il croît de 24,3 à 29,6, en Turquie de 23,8 à 26,5 pour cent. En Chine par contre, il diminue de 48,1 à 40,9 pour cent. Mais on ne peut absolument pas en déduire une baisse de la production industrielle. Au contraire, un nombre de plus en plus important d'ouvriers industriels se voit contraint de gagner sa vie dans des entreprises externalisées, auprès de preneurs de contrats d'entreprise, comme intérimaires, travailleurs contractuels, travailleurs saisonniers, etc. Ils sont alors souvent enregistrés dans les statistiques de façon trompeuse en tant que « prestataires de services ».

¹⁵ p. 406

¹⁶ www.unctad.org/wir Web table 34

Mais la majorité des catégories professionnelles du « secteur des prestations de services » fait partie de la classe ouvrière au sens strict ou au sens large. La contribution de ce secteur au produit intérieur brut a carrément explosé en Chine : de 22,3 à 50,2 pour cent. En Inde, elle augmente de 40,3 à 50,3 pour cent, en Turquie de 49,7 à 65,0 et en Russie de 33,0 à 62,7 pour cent.

En raison de ce développement, la part de l'agriculture dans le produit national brut régresse considérablement. Entre 1980 et 2015 il diminue en Chine de 29,6 à 8,8 pour cent, en Inde de 35,4 à 17,5 pour cent, en Turquie de 26,5 à 8,5 et en Russie de 16,8 à 4,6 pour cent.¹⁷

C'est ainsi que les monopoles internationaux imposèrent un nouveau palier de la concentration du capital et de l'internationalisation dans le secteur agricole. Cette internationalisation comprenait la chimie agraire, l'industrie des machines agricoles, la priorité de la production agricole industrielle, l'industrie agro-alimentaire et le commerce des denrées alimentaires. Les monopoles nationaux, nouvellement formés, se lancèrent dans la lutte concurrentielle pour l'approvisionnement des grands marchés intérieurs. Sur la base agro-industrielle, *JBS* au Brésil, petit abattoir fondé en 1953, devenait au cours des années 1990 le fournisseur de viande central au Brésil et se propulsa en 2010 au premier rang mondial des producteurs de viande.¹⁸

Les changements de la structure socio-économique se manifestent de façon particulièrement claire dans la croissance exponentielle de la part de la population urbaine : Dans les 14 pays néo-impérialistes les plus importants, elle a passé de 30,3 pour cent à 52,0 pour cent entre 1980 et 2014.¹⁹

¹⁷ Banque mondiale, World Development Indicators ; Russie seulement à partir de 1989

¹⁸ www.sueddeutsche.de, 22/05/2011

¹⁹ Banque mondiale, World Development Indicators, 1 juin 2016

La monopolisation de l'économie capitaliste mondiale concerne la production, le commerce, le trafic et les communications, soit tous les secteurs de l'économie, des sciences et de la culture. Elle repose sur **l'internationalisation de la finance** qui, de son côté, est un résultat essentiel de l'énorme concentration et centralisation du capital.

La nouvelle organisation de la production internationale depuis les années 1990 a standardisé à l'échelle mondiale la formation de la main-d'œuvre pour la production industrielle moderne et forgé un marché du travail international. Elle s'étend de plus en plus aussi sur des parties de la production et reproduction de la vie humaine, comme les secteurs de la santé publique et de l'enseignement qui s'engagent dans un mode de production industriel à travers la privatisation aux mains de monopoles internationaux.

Au cours de la privatisation, des monopoles nationaux se formaient et se consolidaient, poursuivant de plus en plus leurs propres objectifs. Au Brésil, le groupe minier *Companhia Vale do Rio Doce* fut privatisé en 1997. Aujourd'hui, *Vale* est le leader mondial dans le commerce du minerai de fer.²⁰ La part de l'État dans le groupe d'acier sud-coréen *Posco* fut diminuée progressivement au début des années 1990. En 2015, *Posco* était le quatrième groupe de l'acier dans le monde.²¹

La **majorité des pays néocolonisés** fut plongée dans la **ruine**. Cela provoqua la destruction de leur base industrielle autonome jusqu'à la **désintégration** de nombreux **États-nations**. Mais un autre groupe de pays sous dépendance néocoloniale est parvenu à se développer en pays néo-impérialistes. Comment ceci a-t-il été possible ? Lénine a découvert cette loi générale du mode de production capitaliste :

²⁰ www.vale.com

²¹ www.worldsteel.org

« *En régime capitaliste, le **développement égal** des différentes économies et des différents États est **impossible**.* »²² Il en tira la conclusion que « *le **rapport des forces varie au cours de l'évolution économique**.* »²³

1. De la dépendance unilatérale à l'interpénétration des monopoles nationaux avec le capital financier international

Un nombre toujours croissant de pays sous dépendance néocoloniale fut de plus en plus complètement intégré dans la production et reproduction globale des monopoles internationaux. Ce qui a **renforcé l'interpénétration** de monopoles nationaux et internationaux.

Ce fait se manifestait en particulier dans les **fusions et reprises transfrontalières**. Entre 1999 et 2007, les monopoles des pays néo-impérialistes en voie de formation effectuèrent déjà 66 reprises transfrontalières. Avec à chaque fois des montants de l'ordre d'un milliard de dollars US et au-delà, ils achetèrent des monopoles internationaux à l'échelle mondiale. Des monopoles de la Chine effectuèrent 12 reprises, des monopoles des Émirats arabes unis 11, du Mexique et du Brésil 7 chacun, de l'Afrique du Sud 6, de l'Arabie saoudite et de la Russie 4 chacune, de l'Inde, de l'Indonésie et de la Corée du Sud 3 chacune, de la Turquie et de l'Argentine 2 chacune et des monopoles provenant de l'Iran et du Qatar une chacun.²⁴

Depuis la nouvelle organisation de la production internationale, les **supermonopoles internationaux** ont surtout produit à l'étranger. Ils dépendent donc de législations et règlements en faveur des monopoles en ce qui concerne les

²² Lénine, « À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe », Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1960, p. 354 – souligné par la rédaction

²³ Ibid., p. 353 – souligné par la rédaction

²⁴ UNCTAD, World Investment Report, différentes années

procédures relatives aux brevets, l'imposition, une infrastructure moderne, une main-d'œuvre bien formée, des conditions favorables pour « l'exploitation paisible » des masses et des ressources naturelles à l'échelle internationale. Ce sont surtout la Banque mondiale, le FMI, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et l'OIT (Organisation internationale du travail) qui l'imposent aux différents pays.

Par ce processus, les modes de production et d'échange concrets se rapprochent relativement dans tout le système impérialiste mondial. Cela encourage la concurrence internationale, mais c'est aussi une condition sociétale essentielle pour l'unification du mouvement révolutionnaire, ouvrier et populaire international.

2. De la dépendance néocoloniale à l'égard de l'impérialisme vers l'autonomie en tant que pays néo-impérialistes

Tant que les monopoles nationaux des néocolonies n'étaient pas encore assez forts aux points de vue économique et politique pour sortir de l'ombre des monopoles internationaux des pays impérialistes, on ne pouvait pas parler d'une véritable indépendance politique. Au fur et à mesure de la croissance des plus forts parmi eux et qu'ils coupaient progressivement le cordon avec les monopoles internationaux et se mettaient à exporter eux-mêmes des capitaux, les monopoles nationaux commencèrent à profiter de la **marge de manœuvre** que leur accordait **l'indépendance politique formelle** et à **soumettre de plus en plus leur État national aussi à leurs propres intérêts**.

En **Corée du Sud** les protestations démocratiques des masses en 1987 firent tomber la dictature militaire, jusque-là entièrement soumise aux États-Unis, minant du même coup leur dépendance néocoloniale à l'égard des États-Unis. Depuis des décennies, des dynasties familiales capitalistes, nommées

Chaebols, s'étaient développées – constituant un enchevêtrement de conglomerats entrelacés. Ils recrutèrent alors des bureaucrates issus du gouvernement et de l'armée et organisèrent leur contrôle sur les banques par le biais de l'État, entreprenant de soumettre l'appareil d'État et finalement, de fusionner avec lui.²⁵

En **Afrique du Sud** le régime fasciste et raciste de l'apartheid fut renversé au début des années 1990. Par la suite, les monopoles transformèrent progressivement la société de développement industriel de l'État (*Industrial Development Corporation*) en un instrument de leur expansion dans d'autres pays.²⁶

La condition préalable, en définitive déterminante, pour se développer en pays impérialistes, c'était l'existence de **structures capitalistes monopolistes d'État**. Celles-ci ont pu le mieux se développer à partir des structures de dictatures militaires ou de pays bureaucratICO-capitalistes.

Les organisations impérialistes internationales, tels le FMI et la Banque mondiale ont joué un rôle particulier lors de la naissance de structures monopolistes d'État. Face à la crise de l'endettement exorbitant, ils imposèrent des « programmes d'ajustement structurel » rigoureux, afin de transférer les fardeaux de la crise sur le dos des ouvriers et des larges masses. Ces programmes étaient liés à des crédits, subventions ou « aides » de grande portée en faveur des États en question et destinés à la construction d'une administration propre et d'un appareil militaire et policier – conçu notamment en vue de contenir par la violence la classe ouvrière et les forces révolutionnaires.

²⁵ Markus Pohlmann, « Südkoreas Unternehmen » [Les entreprises de la Corée du Sud], dans : Kern/Köllner, « Südkorea und Nordkorea » [La Corée du Sud et la Corée du Nord], p.124

²⁶ IDC Annual Report 2016

Ces structures monopolistes d'État ont une particularité lors du passage de pays néocolonisés à des pays néo-impérialistes : Elles soumettent l'État aussi bien aux intérêts des monopoles nationaux qu'à ceux du capital financier international. C'est de cette configuration spécifique que résulte aussi par moments l'instabilité des États en question et de leurs gouvernements.

3. La crise du néocolonialisme sape la domination sans partage des anciens impérialistes

Le **néolibéralisme** ne put que temporairement freiner les crises budgétaires et d'endettement des pays néocolonisés. Elles éclatèrent à nouveau et, avant même le tournant millénaire, elles débouchèrent sur une **nouvelle crise du néocolonialisme – encore plus profonde et d'une plus grande envergure** que celle du début des années 1980. Elle se développait sur la base de la nouvelle organisation de la production internationale et fut le précurseur de la crise économique mondiale de 2001 – 2003.

En 2000, les pays le plus endettés auprès du capital financier international, en milliards de dollars US sont le Brésil pour 238,0 m^{ds} ; le Mexique 150,3 m^{ds} ; l'Argentine 146,2 m^{ds} ; l'Indonésie 141,8 m^{ds} ; la Corée du Sud 134,4 m^{ds} ; la Turquie 116,2 m^{ds} et l'Inde 99,1 m^{ds}.²⁷

La **suraccumulation du capital devenant chronique** rendit de plus en plus difficile aux monopoles internationaux de trouver des possibilités de placement leur rapportant un profit maximal. Pour cette raison, dès le début des années 1990, ils se mirent à changer leurs **activités d'investissement** pour parvenir à une **nouvelle organisation de la production internationale** :

²⁷ Banque mondiale, World Development Indicators 2002, dans « La nouvelle organisation de la production internationale – Crépuscule des Dieux sur le nouvel ordre mondial », p. 287

Longtemps, les impérialistes avaient veillé à ce que les pays sous dépendance néocoloniale produisent et exportent surtout des produits semi-finis, des matières premières etc. Désormais, ils se voient aussi contraints de transplanter leurs propres productions vers des pays sous dépendance néocoloniale – du moins vers les centres de la production internationale. Et ceci **au même niveau que dans les pays impérialistes**. Par une production au niveau le plus élevé, de nouveaux marchés se développèrent par bonds. Pour ce faire, ils avaient besoin d'un système de proches fournisseurs, de nouvelles infrastructures, d'une main d'œuvre bien formée, de disposer de logements et d'approvisionnement en denrées alimentaires. **La capacité financière des monopoles nationaux en profitait également**. Ils participèrent de plus en plus à l'achat d'anciennes entreprises publiques, à la formation de *joint-ventures* et progressivement aussi à des fusions et des reprises.

C'est surtout la classe ouvrière et les larges masses qui ont dû supporter les conséquences de la crise de l'endettement. Une hausse brutale du coût de la vie dans certains pays a provoqué une **détérioration dramatique des conditions de vie de la classe ouvrière** et l'a poussé à la **résistance active**. Au début du nouveau millénaire, les pays impérialistes se sont vus confrontés à un essor des luttes de masse, d'abord en Amérique latine et dans quelques pays d'Asie. Ces luttes se dirigeaient de plus en plus souvent **directement contre le capital financier international**.

En particulier depuis le soulèvement populaire de l'Argentinazo, en décembre 2001, **se développa une effervescence révolutionnaire** qui se répandit dans toute l'Amérique latine. La politique néolibérale et néocoloniale à l'ancienne manière s'avéra irréalisable. Les masses dans les pays concernés ne voulaient plus accepter le pillage et la répression comme auparavant.

C'est pourquoi les forces dominantes s'arrangèrent temporairement avec les gouvernements de gauche au Venezuela, en Argentine, en Équateur, au Brésil ou en Bolivie, afin d'éteindre la braise révolutionnaire au moyen du parlementarisme bourgeois. Elles créèrent des **marges de manœuvre pour l'élection de nouveaux porteurs d'espoir sous forme de gouvernements « de gauche »**. Le concept opportuniste du « socialisme du 21^e siècle » d'Hugo Chavez au Venezuela qui, pendant un certain temps, a gagné une grande influence parmi les masses en Amérique latine, y a également contribué objectivement.

En 2003 Lula da Silva, ancien leader de la grève contre le groupe VW, prit ses fonctions comme président du Brésil. L'espoir existait qu'il s'engage pour un « ordre mondial juste » et que le Sud doit participer à le forger. Son gouvernement fit progresser le développement de l'alliance économique latino-américaine, le Mercosur [Marché commun du Sud],²⁸ pour devenir un puissant bloc économique. Des monopoles brésiliens en sont devenus la force dominante. Entre 2002 et 2011, le Mercosur a plus que doublé sa part dans le P.I.B. mondial, celle-ci passant de 1,8 à 4,4 pour cent. La part du Brésil y était de plus de 80 pour cent. En 2010 le gouvernement Lula da Silva trama la plus grande transaction financière effectuée jusque-là. Le groupe *Petrobras* la réalisa pour environ 79 milliards de dollars US.²⁹ *Petrobras* est alors devenu le leader du marché mondial de l'extraction de pétrole et de gaz naturel par le forage en eaux profondes.³⁰

En Afrique du Sud, la classe ouvrière et les masses populaires menèrent une lutte héroïque contre l'apartheid pendant

²⁸ Marché commun de l'Amérique du Sud : Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay, Bolivie, Venezuela

²⁹ www.faz.net, 24/9/2010

³⁰ www.handelsblatt.com 14/4/2012

des décennies. Cette forme fasciste de domination était devenue de plus en plus un obstacle pour les monopoles internationaux eux aussi. Dans des conversations de plusieurs années et des accords avec le Parti communiste sud-africain révisionniste (SACP) ainsi qu'avec le dirigeant du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, les impérialistes ont préparé le passage à une démocratie bourgeoise. Cela, dans l'objectif de freiner la révolutionnarisation progressive des masses et d'ouvrir le pays à leurs affaires.

L'Afrique du Sud néo-impérialiste évolua en centre de la nouvelle organisation de la production internationale et des investissements internationaux. En 2010 déjà 231 sociétés mères de groupes multinationaux et 675 filiales avaient leur siège en Afrique du Sud.³¹ À l'aide d'un réseau complexe d'imblications du gouvernement ANC avec le capital financier international dominant sans partage, des *joint-ventures*, des fusions, des reprises etc., se formèrent des structures de domination monopolistes d'État ainsi que des monopoles pétroliers, miniers et bancaires sud-africains agissant à l'échelle internationale.

L'ANC accorda de nouvelles libertés aux supermonopoles internationaux pour exploiter la classe ouvrière noire de l'Afrique du Sud. L'admission de dirigeants syndicaux au gouvernement fut reliée à un pacte particulier de collaboration de classe, selon lequel les syndicats doivent renoncer à des grèves, couper court à des germes de grèves et collaborer à les réprimer. Mais l'aggravation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et de toute la population noire des *townships* a conduit, depuis 2013, à toute une série d'importantes grèves et manifestations autonomes qui ont mis un terme à la « paix sociale » prescrite par l'État.

³¹ UNCTAD

Ce n'est pas par hasard que le passage au néo-impérialisme se soit accompli précisément sous ces gouvernements réformistes prétendument de gauche. **La fusion du pouvoir du capital monopoliste national avec le pouvoir monopoliste étatique de l'État national** en est la **condition intérieure préalable décisive**.

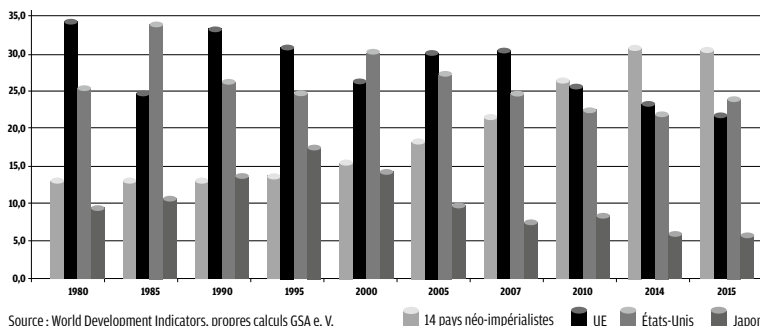
IV. La crise économique et financière mondiale de 2008–2014 comme moteur de la formation et de l'évolution rapide de pays néo-impérialistes

Les prémices de la transformation de pays anciennement sous dépendance néocoloniale ou de pays anciennement socialistes, qui avaient dégénérés en pays révisionnistes, en pays néo-impérialistes datent des années 1980 déjà. Pour la majorité d'entre eux, le bond qualitatif eut lieu depuis le tournant du millénaire. Leur **part dans le produit intérieur brut mondial** n'avait augmenté que légèrement entre 1980 (13,3 pour cent), 1990 (13,4 pour cent) et 2000 (15,8 pour cent). En 2007 en revanche, cette part des pays néo-impérialistes s'élevait déjà à 21,8 pour cent.

Ce processus d'accumulation capitaliste fulgurante dans les pays néo-impérialistes a préparé essentiellement le crash économique dévastateur : celui de la crise économique et financière mondiale la plus profonde et la plus longue dans l'histoire du capitalisme (2008–2014). Le capital impérialiste débordant ne pouvait plus être compensé autrement que par la destruction de capital qu'engendre une crise de surproduction.

Pendant la crise économique et financière mondiale, les pays néo-impérialistes augmentèrent énormément leur part dans le produit intérieur brut mondial – jusqu'à 31,1 pour cent en 2014. En 2010 ils dépassèrent les États-Unis et l'UE. En 2014, les États-Unis avaient perdu 3,0 points de pourcentage

Graphique : Quotes-parts dans le produit intérieur brut mondial de l'UE, des États-Unis, du Japon et des pays néo-impérialistes



par rapport à 2007 et 8,6 par rapport à 2000, avec une quote-part mondiale de 22,1 pour cent. En 2014 l'UE avait perdu 7,2 points de pourcentage par rapport à 2007, avec une quote-part mondiale de 23,6 pour cent.

Le **déclenchement de la crise en 2008/2009** toucha fortement aussi les 500 supermonopoles internationaux dominant sans partage. Leurs profits chutèrent de 48,4 pour cent entre 2007 et 2008, passant de 1,6 billion à 0,8 billion de dollars US.³² Une pression énorme se développait pour investir l'excédent du capital de façon croissante en dehors des anciennes métropoles impérialistes de manière à engranger un maximum de bénéfices. Ce déplacement des capacités a eu comme effet que la vaste gestion de crise internationale s'est déroulée au travers du G20, c'est-à-dire en y incluant les pays néo-impérialistes les plus importants.

La **création de nouveaux placements et la construction de nouvelles installations de production dans les pays néo-impérialistes** a joué le rôle d'un exutoire – afin

³² Tableau GSA : Vue d'ensemble des monopoles internationaux selon *Fortune Global 500*

d'atténuer la crise de surproduction. Les investissements étrangers directs dans ces pays furent redoublés entre 2008 et 2014, en passant de 2,6 à 5,4 billions de dollars US.³³ Ils aidèrent les 500 supermonopoles internationaux leaders à sortir rapidement de la crise de surproduction planétaire. En 2010 déjà, leurs profits augmentèrent à nouveau de 59 pour cent. En même temps et en dehors de toute intention, l'inondation de capitaux dans les pays néo-impérialistes y accéléra la formation de nouveaux concurrents impérialistes.

La part des pays néo-impérialistes dans la **création de valeur industrielle mondiale** doubla entre 2000 et 2014, passant de 19,7 pour cent à 40,2 pour cent. Dans la même période, la part de l'UE chuta de 5,5 points de pourcentage à 18,6 pour cent, celle des États-Unis de 9,1 points de pourcentage à 16,0 pour cent et celle du Japon de 10,3 points de pourcentage à 5,6 pour cent.³⁴

En pleine crise économique et financière mondiale, l'**économie** de certains pays néo-impérialistes déploya une croissance dynamique. Dans les pays comme la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, la Turquie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite et l'Argentine, la croissance atteignit en partie 120 points de pourcentage par rapport au niveau d'avant la crise. D'anciens pays impérialistes demeuraient largement en-dessous du niveau d'avant la crise, même au premier trimestre 2017. Le Japon avec 85,7 pour cent, la Grande-Bretagne avec 90,5 pour cent, la France avec 88,3 pour cent, l'Italie avec 78,8 pour cent, l'Espagne avec 76,5 pour cent. En Allemagne et aux États-Unis, la production industrielle atteignit à nouveau le niveau d'avant la crise en 2014.³⁵

³³ Exportation et importation de capitaux selon CNUCED

³⁴ World Development Indicators Industry Value

³⁵ OCDE, Main Economic Indicators, propres calculs GSA e. V.

Entre 2007 et 2014, **la part des pays néo-impérialistes dans l'exportation mondiale de capitaux tripla** en passant de 10,2 à 30,9 pour cent.³⁶ Au cours de cette période, les pays néo-impérialistes renforcèrent leurs **parts au montant mondial des investissements directs à l'étranger**, en passant de 10,8 à 15,2 pour cent ; les parts de l'UE chutèrent de 42,2, à 36,6 pour cent, celles des États-Unis de 28,5 à 25,3 pour cent. La Chine, l'Afrique du Sud et l'Arabie saoudite doublèrent leurs stocks d'investissements entre 2007 et 2014, la Turquie, la Corée du Sud et l'Inde les triplèrent ; au Qatar ils furent sextuplés et en Indonésie octuplés.³⁷

Les **fusions et reprises transfrontalières** dans lesquelles les supermonopoles des pays néo-impérialistes intensifièrent leurs activités contribuèrent également à ce développement de la base du pouvoir économique. Entre 2008 et 2014, ces supermonopoles doublèrent leur part mondiale comme acheteurs lors des fusions transfrontalières en passant de 15,1 à 29,1 pour cent ; ainsi ils élargirent essentiellement leur influence impérialiste internationale. Les pays suivants ont connu une augmentation particulièrement élevée de la moyenne annuelle entre 2008 et 2014 par rapport à la moyenne annuelle des années 2001 à 2007 : la Chine avec 690 pour cent, la Corée du Sud avec 326 pour cent, le Qatar avec 310 pour cent, la Turquie avec 255 pour cent, l'Indonésie avec 158 pour cent.³⁸

Les changements des rapports de force entre les pays impérialistes se manifestent dans l'évolution de l'exportation de capitaux. Mais, de façon concentrée, ils s'avèrent évidents dans la promotion de monopoles des pays néo-impérialistes aux rangs des 500 supermonopoles internationaux du capital financier international dominant sans partage. Le nombre de

³⁶ CNUCED, FDI Outflows, propres calculs GSA e. V.

³⁷ CNUCED, FDI Outward Stock, propres calculs GSA e. V.

³⁸ CNUCED cross-border M&A database

ces **supermonopoles venant des pays BRICS et MIST** a plus que **quadruplé** entre 2000 et 2015 en passant de 32 à 141 supermonopoles. Cela s'est fait aux dépens des États-Unis, de l'UE et du Japon.

En 2014, les pays BRICS fondèrent la « Nouvelle banque de développement » (NDB BRICS), comme concurrente explicite au FMI. Cela vise entre autres à remettre en cause le dollar US comme monnaie de référence mondiale.³⁹

Dans la lutte pour dominer le marché mondial se manifestaient des **déplacements énormes de forces**. La Chine prit la place des États-Unis comme leader mondial dans les industries du pétrole et du bâtiment ou dans les banques. Des supermonopoles de la Corée du Sud sont devenus leaders mondiaux dans le secteur de la construction navale, dans les industries électrique et électronique – ils ont évincé les États-Unis et l'Allemagne.⁴⁰

Des pays néo-impérialistes construisirent une **position dominante impérialiste régionale** contre des zones d'influence jusqu'alors dominées par les anciennes puissances impérialistes : Le Brésil est le cinquième plus grand pays du monde, avec plus de 200 millions d'habitants. En 2014 il se situe au septième rang pour son économie, au onzième pour son budget militaire. Il profita du bloc économique Mercosur pour sa promotion comme puissance néo-impérialiste en Amérique du Sud. L'Afrique du Sud étendit son hégémonie sur le continent africain. Les monopoles du secteur minier de l'Afrique du Sud exploitent d'autres pays et d'autres ouvriers en Afrique australe. L'Afrique du Sud mit aussi des troupes en place dans tous ces pays. Avec l'Union africaine, l'Afrique du Sud conclut un accord qui permet à ses troupes d'intervenir

³⁹ www.ndb.int/about-us/essence/history, download 4/7/2017

⁴⁰ Tableau GSA, selon *Fortune* Global 500

nir dans le plus bref délai en cas d'insurrections. L'Inde élargit son pouvoir impérialiste sur le sous-continent indien et aggrave ainsi la concurrence avec la Chine. Israël, la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes luttent entre eux et avec les anciens impérialistes pour l'hégémonie régionale au Proche et Moyen Orient ainsi qu'en Afrique du Nord.

En vue de leur lutte pour le repartage du monde, les pays néo-impérialistes accélérèrent le **renforcement de leurs appareils de pouvoir militaro-étatiques**. En 2015, leurs armées comprenaient environ huit millions de soldats, l'OTAN en avait 3,3 millions.⁴¹

De 2000 à 2014, les pays néo-impérialistes ont quadruplé leurs **dépenses militaires**, qui sont passées de 125 à 561 milliards de dollars US. Les États de l'OTAN ont également accéléré leur course à l'armement pendant cette période, bien que moins rapidement, leurs dépenses passant de 479 à 921 milliards de dollars US.⁴²

Les **États-Unis** continuent d'être la **seule superpuissance impérialiste**. Ce rôle spécial se manifeste en particulier sur le terrain militaire. Rien qu'en 2016, leurs dépenses militaires s'élevèrent à 611 milliards de dollars US ; cela représente plus d'un tiers des dépenses militaires au plan mondial. En 2015, les États-Unis disposaient avec leur arsenal nucléaire de 7 000 ogives, soit plus de 45 pour cent des stocks mondiaux.⁴³ Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les États-Unis poursuivent leur armement de manière encore plus agressive. Ils projettent d'augmenter jusqu'en 2027 leurs dépenses militaires à 722 milliards de dollars US par an.

⁴¹ www.bundesheer.at, NATO Press Release 10/3/2011 et 22/6/2015, propres calculs GSA e. V.

⁴² SIPRI, Military expenditure by country 1988–2015, propres calculs GSA e. V.

⁴³ SIPRI, Yearbook 2016

Les pays néo-impérialistes sont devenus au plan mondial les **plus grands importateurs d'armes lourdes**. De 2011 à 2015, l'Inde occupait la tête avec une part de 14 pour cent du marché mondial – avant l'Arabie-saoudite avec 7 pour cent, la Chine avec 4,7 pour cent et les Émirats arabes unis avec 4,6 pour cent. Pour l'armement autonome de leur appareil de pouvoir militaire, les pays néo-impérialistes disposaient en 2014 déjà de 26 des 100 plus grands **monopoles d'armement** du monde.⁴⁴

Des pays néo-impérialistes entretiennent d'énormes corps de police et des **formations paramilitaires**. Leur envergure dépasse de loin celle des unités correspondantes dans d'autres pays impérialistes. La police populaire de Chine comprend 1,5 million d'hommes, les paramilitaires de l'Inde pour la « protection contre des insurrections » 1,3 million. Ils servent surtout à réprimer la population à l'intérieur – qu'il s'agisse de grèves, de soulèvements contre le gouvernement jusqu'aux insurrections et aux mouvements révolutionnaires.

Les pays néo-impérialistes se servent des mass médias publics comme **centres idéologico-politiques du pouvoir** pour **manipuler l'opinion publique** au plan mondial. Par la chaîne de télévision Al Jazeera, le Qatar exerce de l'influence sur environ un milliard de personnes parlant arabe. Par des médias monopolisés, en partie multilingues, la Russie, la Chine et la Turquie se servent de la **population émigrée comme plate-forme** de leur politique néo-impérialiste dans d'autres pays.

Lors des sommets de l'ONU sur les changements climatiques, les pays néo-impérialistes réclament des **droits spéciaux pour la destruction des bases d'existence naturelles de l'humanité**. Les notions de « développement écono-

⁴⁴ SIPRI (Faute de données fiables, la Chine ne figure pas dans cette liste.)

mique de rattrapage » et d'« approvisionnement énergétique indépendant » leur servent de prétexte autant que de justification pour des méthodes d'extraction agressives dans l'exploitation des mines souterraines et à ciel ouvert, la destruction des forêts pluviales, l'expulsion de millions de petits agriculteurs ou l'expansion de l'énergie nucléaire. La Chine, l'Inde, la Russie, la Corée du Sud, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Turquie ont augmenté considérablement leur part d'émissions mondiales de CO₂ : de 35,6 pour cent en 2000 à 50,9 pour cent en 2015.⁴⁵

Dans les systèmes de production intégrée internationaux s'est développé de façon accélérée, également dans les pays néo-impérialistes, un **prolétariat industriel international** moderne, lié par la division internationale du travail. La plus grande partie des 500 millions environ de travailleurs du prolétariat industriel international est désormais employée dans les pays néo-impérialistes.

Les ouvriers industriels internationaux dans les pays néo-impérialistes sont également en tête **des grèves et conflits de classe**. Le 2 septembre 2016, jusqu'à 180 millions de personnes participèrent à la 2^e grève générale contre le gouvernement Modi en Inde. Un an avant, 150 millions avaient déjà fait grève. Le 16 août 2012 eut lieu le massacre de 34 mineurs noirs en grève de la mine Lonmin en Afrique du Sud. Suite à cela, dans les années suivantes, une vague de grèves massives s'est développée à l'initiative même des mineurs et ouvriers métallurgistes de l'Afrique du Sud.

Sur ce terrain un nouvel essor du mouvement combatif de la femme se développe à l'échelle mondiale. Le prolétariat industriel international comprend de plus en plus de femmes. Leur rôle comme lien entre le mouvement ouvrier, la jeu-

⁴⁵ www.globalcarbonatlas. Propres calculs GSA e. V.

nesse rebelle et la résistance populaire active s'accroît. Ce que témoignent les protestations massives de femmes contre des lois et la politique réactionnaire à leur égard aux États-Unis, en Inde, en Turquie ou en Pologne.

Ainsi se déploient de nouvelles forces pour la coordination et la révolutionnarisation des luttes dans la préparation de la révolution socialiste internationale – avec le prolétariat industriel international en tant que force dirigeante.

V. Certains pays néo-impérialistes particulièrement agressifs

L'évolution du produit intérieur brut, de 1980 à 2015, démontre les bonds qualitatifs dans le cercle des 14 pays durant leur formation et leur développement comme pays néo-impérialistes. Elle indique aussi clairement de quelle façon exponentielle s'est développée la part de ce groupe des 14 dans l'économie mondiale, en particulier depuis la maturation du caractère néo-impérialiste de ces pays après le tournant du millénaire. (Voir tableau : « Produit intérieur brut en milliards de dollars », 1980 = 100)

1. La Chine, le pays le plus puissant parmi les pays néo-impérialistes

Après la mort de Mao Zedong en 1976, les révisionnistes modernes sous Deng Xiaoping restaurèrent le capitalisme en République populaire de Chine. Le pays évolua rapidement en capitalisme monopoliste d'État bureaucratique de type nouveau. Depuis, celui-ci œuvre à son **expansion sociale-impérialiste** – sous couvert de « socialisme ».

La nouvelle bourgeoisie monopoliste chinoise est issue de la bureaucratie dégénérée en petite-bourgeoise au sein des appareils du parti, de l'État et de l'économie. Pour son ascension fulgurante dans les rangs du capital financier international

Produit intérieur brut en milliards de dollars US* - 1980 = 100

| Pays/région | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Brésil | 235 | 223 | 462 | 786 | 850 | 883 | 864 | 599 |
| 1980=100 | | 94,9 | 196,6 | 334,3 | 361,8 | 375,8 | 367,5 | 255,0 |
| Russie | ... | ... | 517 | 396 | 392 | 405 | 271 | 196 |
| 1989=100 | | | 102,0 | 78,1 | 77,3 | 79,9 | 53,5 | 38,7 |
| Inde | 190 | 237 | 327 | 367 | 400 | 423 | 429 | 467 |
| 1980=100 | | 124,8 | 172,3 | 193,4 | 210,9 | 223,2 | 226,1 | 246,2 |
| Chine | 191 | 309 | 361 | 735 | 864 | 1.139 | 1.198 | 1.260 |
| 1980=100 | | 161,9 | 188,8 | 384,3 | 451,9 | 595,8 | 626,7 | 659,0 |
| Afrique du Sud | 81 | 67 | 112 | 155 | 148 | 153 | 138 | 137 |
| 1980=100 | | 83,3 | 139,1 | 193,0 | 183,3 | 189,4 | 171,0 | 169,6 |
| Mexique | 194 | 184 | 263 | 344 | 397 | 481 | 502 | 579 |
| 1980=100 | | 94,9 | 135,2 | 176,9 | 204,5 | 247,3 | 258,3 | 298,1 |
| Indonésie | 72 | 85 | 106 | 202 | 227 | 216 | 95 | 140 |
| 1980=100 | | 117,7 | 146,4 | 278,9 | 313,7 | 297,7 | 131,7 | 193,2 |
| Corée du Sud | 68 | 104 | 285 | 559 | 603 | 560 | 376 | 486 |
| 1980=100 | | 153,0 | 420,0 | 824,9 | 890,0 | 826,6 | 555,3 | 717,3 |
| Turquie | 69 | 67 | 151 | 169 | 181 | 190 | 269 | 250 |
| 1980=100 | | 97,7 | 219,0 | 246,4 | 263,8 | 276,0 | 391,5 | 363,1 |
| Argentine | 77 | 88 | 141 | 258 | 272 | 293 | 299 | 284 |
| 1980=100 | | 114,9 | 183,7 | 335,3 | 353,6 | 380,5 | 388,4 | 368,4 |
| Arabie saoudite | 165 | 104 | 117 | 142 | 158 | 165 | 146 | 161 |
| 1980=100 | | 63,1 | 71,0 | 86,6 | 95,9 | 100,3 | 88,6 | 97,8 |
| Qatar | 8 | 6 | 7 | 8 | 9 | 11 | 10 | 12 |
| 1980=100 | | 78,6 | 94,0 | 103,9 | 115,7 | 144,3 | 131,0 | 158,3 |
| É.A.U. | 44 | 41 | 51 | 66 | 74 | 79 | 76 | 84 |
| 1980=100 | | 93,1 | 116,3 | 150,8 | 168,7 | 180,8 | 173,6 | 193,7 |
| Iran | 94 | 180 | 125 | 96 | 120 | 114 | 110 | 114 |
| 1980=100 | | 190,9 | 132,3 | 102,2 | 127,6 | 120,7 | 116,9 | 120,7 |
| Somme 14 | 1.487 | 1.696 | 3.024 | 4.283 | 4.696 | 5.111 | 4.783 | 4.769 |
| 1980=100 | | 114,1 | 203,3 | 288,0 | 315,8 | 343,7 | 321,7 | 320,7 |
| OCDE | 8.753 | 10.002 | 18.684 | 25.410 | 25.634 | 25.241 | 25.492 | 26.791 |
| 1980=100 | | 114,3 | 213,5 | 290,3 | 292,9 | 288,4 | 291,2 | 306,1 |
| Monde | 11.156 | 12.670 | 22.548 | 30.851 | 31.532 | 31.415 | 31.319 | 32.491 |
| 1980=100 | | 113,6 | 202,1 | 276,6 | 282,7 | 281,6 | 280,7 | 291,3 |

Source : Banque mondiale World Development Indicators, propres calculs GSA e.V.

Chine à partir de 1997 y compris Hongkong et à partir de 2000 avec Hongkong et Macao

* Données en milliards de dollars sans correction de l'influence des prix

| Pays/région | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|------------------------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Brésil | 655 | 559 | 508 | 558 | 669 | 892 | 1.108 | 1.397 |
| 1980=100 | 278,9 | 238,0 | 216,1 | 237,6 | 284,8 | 379,4 | 471,3 | 594,4 |
| Russie | 260 | 307 | 345 | 430 | 591 | 764 | 990 | 1.300 |
| 1989=100 | 51,3 | 60,5 | 68,1 | 85,0 | 116,7 | 150,8 | 195,4 | 256,6 |
| Inde | 477 | 494 | 524 | 618 | 722 | 834 | 949 | 1.201 |
| 1980=100 | 251,4 | 260,5 | 276,4 | 326,1 | 380,6 | 440,0 | 500,6 | 633,5 |
| Chine | 1.389 | 1.516 | 1.644 | 1.830 | 2.135 | 2.480 | 2.960 | 3.782 |
| 1980=100 | 726,7 | 792,9 | 860,2 | 957,3 | 1.116,9 | 1.297,2 | 1.548,8 | 1.978,6 |
| Afrique du Sud | 136 | 122 | 115 | 175 | 229 | 258 | 272 | 299 |
| 1980=100 | 169,3 | 150,9 | 143,4 | 217,6 | 283,8 | 320,0 | 337,2 | 371,7 |
| Mexique | 684 | 725 | 742 | 713 | 770 | 866 | 965 | 1.043 |
| 1980=100 | 351,7 | 372,9 | 381,5 | 367,0 | 396,3 | 445,8 | 496,7 | 536,9 |
| Indonésie | 165 | 160 | 196 | 235 | 257 | 286 | 365 | 432 |
| 1980=100 | 227,7 | 221,4 | 269,9 | 323,9 | 354,3 | 394,4 | 503,0 | 596,3 |
| Corée du Sud | 562 | 533 | 609 | 681 | 765 | 898 | 1.012 | 1.123 |
| 1980=100 | 828,3 | 786,2 | 898,2 | 1.003,7 | 1.128,1 | 1.324,6 | 1.492,3 | 1.655,8 |
| Turquie | 267 | 196 | 233 | 303 | 392 | 483 | 531 | 647 |
| 1980=100 | 387,5 | 284,9 | 338,0 | 440,5 | 570,1 | 702,1 | 771,8 | 940,8 |
| Argentine | 284 | 269 | 98 | 128 | 165 | 199 | 233 | 288 |
| 1980=100 | 369,3 | 349,1 | 127,0 | 165,8 | 213,9 | 258,2 | 302,2 | 373,6 |
| Arabie saoudite | 188 | 183 | 189 | 215 | 259 | 328 | 377 | 416 |
| 1980=100 | 114,5 | 111,2 | 114,6 | 130,4 | 157,3 | 199,6 | 229,1 | 252,8 |
| Qatar | 18 | 18 | 19 | 24 | 32 | 45 | 61 | 80 |
| 1980=100 | 226,8 | 224,0 | 247,3 | 300,6 | 405,3 | 568,8 | 777,6 | 1.018,2 |
| É.A.U. | 104 | 103 | 110 | 124 | 148 | 181 | 222 | 258 |
| 1980=100 | 239,3 | 237,0 | 251,9 | 285,2 | 339,1 | 414,3 | 509,4 | 591,6 |
| Iran | 110 | 127 | 129 | 154 | 184 | 220 | 259 | 337 |
| 1980=100 | 116,1 | 134,5 | 136,3 | 162,7 | 194,7 | 233,0 | 274,1 | 357,6 |
| Somme 14 | 5.298 | 5.311 | 5.460 | 6.187 | 7.316 | 8.733 | 10.302 | 12.604 |
| 1980=100 | 356,3 | 357,1 | 367,1 | 416,1 | 492,0 | 587,3 | 692,8 | 847,6 |
| OCDE | 27.359 | 27.107 | 28.283 | 31.688 | 35.270 | 37.274 | 39.292 | 42.946 |
| 1980=100 | 312,6 | 309,7 | 323,1 | 362,0 | 403,0 | 425,9 | 448,9 | 490,7 |
| Monde | 33.551 | 33.346 | 34.621 | 38.879 | 43.782 | 47.394 | 51.312 | 57.757 |
| 1980=100 | 300,8 | 298,9 | 310,3 | 348,5 | 392,5 | 424,8 | 460,0 | 517,7 |

| Pays/ région | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Brésil | 1.696 | 1.667 | 2.209 | 2.616 | 2.465 | 2.473 | 2.456 | 1.804 |
| 1980=100 | 721,6 | 709,3 | 939,8 | 1.113,2 | 1.048,9 | 1.052,1 | 1.045,0 | 767,4 |
| Russie | 1.661 | 1.223 | 1.525 | 2.032 | 2.170 | 2.231 | 2.064 | 1.366 |
| 1989=100 | 327,9 | 241,4 | 301,1 | 401,1 | 428,5 | 440,4 | 407,4 | 269,7 |
| Inde | 1.187 | 1.324 | 1.657 | 1.823 | 1.828 | 1.857 | 2.034 | 2.089 |
| 1980=100 | 626,0 | 698,3 | 873,7 | 961,5 | 964,2 | 979,6 | 1.072,6 | 1.101,8 |
| Chine | 4.838 | 5.345 | 6.357 | 7.858 | 8.866 | 9.934 | 10.829 | 11.420 |
| 1980=100 | 2.531,2 | 2.796,5 | 3.325,9 | 4.110,8 | 4.638,3 | 5.197,2 | 5.665,2 | 5.974,4 |
| Afrique du Sud | 287 | 296 | 375 | 416 | 396 | 368 | 351 | 315 |
| 1980=100 | 356,0 | 367,4 | 466,0 | 517,0 | 492,1 | 456,4 | 436,1 | 390,5 |
| Mexique | 1.101 | 895 | 1.051 | 1.171 | 1.187 | 1.262 | 1.298 | 1.144 |
| 1980=100 | 566,6 | 460,5 | 540,8 | 602,6 | 610,5 | 649,3 | 667,9 | 588,5 |
| Indonésie | 510 | 540 | 755 | 893 | 918 | 913 | 890 | 862 |
| 1980=100 | 703,9 | 744,4 | 1.041,8 | 1.232,0 | 1.266,3 | 1.259,0 | 1.228,6 | 1.189,2 |
| Corée du Sud | 1.002 | 902 | 1.094 | 1.202 | 1.223 | 1.306 | 1.411 | 1.378 |
| 1980=100 | 1.478,1 | 1.330,2 | 1.614,2 | 1.773,5 | 1.803,5 | 1.925,6 | 2.081,5 | 2.032,2 |
| Turquie | 730 | 615 | 731 | 775 | 789 | 823 | 799 | 718 |
| 1980=100 | 1.061,7 | 893,4 | 1.062,9 | 1.126,3 | 1.146,8 | 1.196,8 | 1.161,2 | 1.043,6 |
| Argentine | 362 | 333 | 424 | 530 | 546 | 552 | 526 | 585 |
| 1980=100 | 469,8 | 432,7 | 550,4 | 688,9 | 709,4 | 717,3 | 683,9 | 759,7 |
| Arabie saoudite | 520 | 429 | 527 | 670 | 734 | 744 | 754 | 646 |
| 1980=100 | 315,9 | 260,8 | 320,2 | 406,9 | 446,1 | 452,4 | 458,1 | 392,6 |
| Qatar | 115 | 98 | 125 | 168 | 187 | 199 | 206 | 165 |
| 1980=100 | 1.472,3 | 1.249,2 | 1.598,2 | 2.143,0 | 2.386,4 | 2.538,3 | 2.634,1 | 2.102,9 |
| É.A.U. | 315 | 254 | 286 | 349 | 373 | 389 | 402 | 370 |
| 1980=100 | 723,6 | 581,5 | 656,1 | 799,4 | 856,5 | 891,3 | 921,9 | 849,3 |
| Iran | 397 | 399 | 468 | 592 | 587 | 512 | 425 | ... |
| 1980=100 | 420,9 | 422,8 | 495,7 | 627,4 | 622,3 | 542,2 | 450,7 | |
| Somme 14 | 14.722 | 14.318 | 17.584 | 21.095 | 22.270 | 23.561 | 24.446 | 22.860 |
| 1980=100 | 990,0 | 962,9 | 1.182,5 | 1.418,6 | 1.497,6 | 1.584,4 | 1.643,9 | 1.537,3 |
| OCDE | 45.454 | 42.526 | 44.546 | 47.846 | 47.719 | 48.245 | 49.162 | 46.307 |
| 1980=100 | 519,3 | 485,9 | 508,9 | 546,6 | 545,2 | 551,2 | 561,7 | 529,1 |
| Monde | 63.346 | 60.046 | 65.853 | 73.170 | 74.694 | 76.770 | 78.658 | 74.292 |
| 1980=100 | 567,8 | 538,3 | 590,3 | 655,9 | 669,6 | 688,2 | 705,1 | 666,0 |

dominant sans partage, elle se servit de l'appareil d'État organisé de manière centralisée, autrefois socialiste. Elle le subordonna et le transforma en **instrument bureaucratique ultra-centralisé afin d'exercer son pouvoir sans partage** sur le peuple chinois.

Les impérialistes du monde entier réagirent avidement à l'ouverture du marché chinois qui représentait entre-temps, une population de 1,4 milliard de personnes. On fit croître de façon accélérée, surtout par la méthode des « **joint-ventures** »⁴⁶, la construction de **capital monopoliste privé** et de **monopoles internationaux** en Chine. Les révisionnistes chinois désignèrent cela hypocritement comme des « *compléments utiles de l'économie socialiste* ».⁴⁷ L'objectif réel consistait en ceci : Les **capitalistes monopolistes bureaucratiques de la Chine** ont voulu attirer des investisseurs étrangers sans perdre leur **contrôle**.

En 1984, les deux groupes automobiles VW (Allemagne) et SAIC (Chine) créèrent la première *joint-venture* entre une entreprise étrangère et une entreprise chinoise. La Chine posa deux conditions : Les monopoles étrangers n'auront accès au marché chinois que par des *joint-ventures* avec des entreprises d'État chinoises. Et avec le temps, celles-ci doivent passer en mains chinoises. Habilement, les nouveaux dirigeants chinois ont su ainsi s'emparer de la technique moderne, des structures organisationnelles améliorées de la production et du savoir-faire approprié de leurs partenaires étrangers et les perfectionner. En 2003, la part chinoise de capital dans 16 des plus grandes *joint-ventures* de constructeurs automobiles chinoises et étrangères s'éleva à 50 pour cent au moins.⁴⁸ Cela alla de

⁴⁶ Entreprises communes avec du capital étranger

⁴⁷ Konrad Seitz, «China – eine Weltmacht kehrt zurück» [La Chine – Le retour d'une puissance mondiale], p. 282

⁴⁸ « Foreign direct investment in China's automobile industry », 2006, p. 1239

pair avec une industrialisation accélérée du pays. Aujourd'hui, il y a en Chine environ 400 à 500 millions de travailleurs salariés.⁴⁹

Entre 2001 et 2015, le produit intérieur brut de la Chine s'est multiplié par plus de sept, en passant de 1,5 à 11,4 billions de dollars US. La part de la Chine au produit intérieur brut mondial augmenta en même temps de 4,5 à 15,4 pour cent. Dans la même période, le nombre de ses groupes appartenant aux 500 supermonopoles internationaux dominant sans partage monta en flèche : passant de 12 à 103.⁵⁰

Durant la crise économique et financière mondiale de 2008-2014, les sociaux-impérialistes chinois sont devenus les plus grands investisseurs dans des projets d'infrastructure en **Afrique**.⁵¹ Ils proposaient des taux de profit inférieurs à ceux des investisseurs occidentaux et accordaient des crédits à un taux d'intérêt plus avantageux pour investir dans les infrastructures⁵², tels les ports, les chemins de fer, les pipelines, les routes, ou les télécommunications. Ils ont nommé cela de manière trompeuse « aide au développement » – et ce n'est que de cette manière qu'ils ont obtenu l'accès structurel pour exploiter avec profit les matières premières de l'Afrique. Ce sont surtout des professionnels chinois qui réalisèrent les projets. En même temps le chômage et la pauvreté massifs des ouvriers africains augmentèrent ; des dizaines de milliers de petits paysans furent acculés à la ruine.

⁴⁹ Il y a des ouvriers salariés dans l'agriculture, l'industrie et dans les dits « services ». Source : « *Chinas Arbeitswelten* » [Les mondes du travail de la Chine], *Stiftung Asienhaus* 2015

⁵⁰ *Fortune* Global 500

⁵¹ « La Chine, principal investisseur dans le secteur des infrastructures en Afrique ». www.fr.africatime.com, 24/8/2013 publié par Xinhua

⁵² Institut « *Südwind* », « Partnerschaft auf Augenhöhe? Die Rolle Chinas in Afrika » [Partenariat d'égal à égal ? Le rôle de la Chine en Afrique]

Avec son programme « *Made in China 2025* », la Chine amorça une modification de sa stratégie d'expansion dans la lutte pour le repartage du marché mondial. Désormais figure au premier plan l'objectif de devenir la **puissance économique mondiale dirigeante sans restriction** et de dépasser le rival principal, les États-Unis. Dans ce but, la Chine renforce ses investissements dans des entreprises monopolistes étrangères qui possèdent un grand savoir-faire technologique. Les investissements chinois en UE augmentèrent de 77 pour cent à plus de 35 milliards d'euros entre 2015 et 2016.⁵³ En 2017, le monopole chinois *HNA* devint le plus grand actionnaire individuel de la *Deutsche Bank*, la banque monopoliste leader allemande, à hauteur de presque dix pour cent. En 2016 *Midea*, monopole électroménager chinois, absorba *Kuka*, principal producteur allemand de robots industriels.⁵⁴

Pour assurer sur le plan militaire son aspiration à devenir une puissance mondiale, la Chine mit sur pied la plus grande armée du monde avec environ 2,3 millions de soldats sous les armes, soit 600 000 de plus que dans l'armée des États-Unis.⁵⁵ Elle dispose de plus de 160 missiles balistiques intercontinentaux, avec 10 à 12 têtes explosives nucléaires chacun. Une portée jusqu'à 14 000 kilomètres leur permet d'atteindre les coins les plus reculés de la terre. La force aérienne chinoise possède environ 20 bombardiers stratégiques à distance moyenne du type H-6⁵⁶ porteurs de la bombe atomique, et elle dispose d'un porte-avions.

L'alliance militaire « **Organisation de coopération de Shanghai** » sous la direction de la Chine et de la Russie, puissances nucléaires, vise surtout à contrebalancer l'influence

⁵³ www.sueddeutsche.de, 7/3/2016

⁵⁴ www.managermagazin.de, 30/12/16

⁵⁵ www.de.statista.com

⁵⁶ Atomwaffen A-Z (Armes nucléaires A-Z)

de l'OTAN. L'Inde et le Pakistan y ont également adhéré en 2017.⁵⁷ Par son **comportement martial agressif** pour la prédominance dans la Mer de Chine méridionale, la Chine provoqua un conflit armé avec le Japon en 2014 et avec les États-Unis en 2016.⁵⁸ Aujourd'hui, le gouvernement Trump aux États-Unis considère la Chine comme son rival principal dans la lutte pour l'hégémonie mondiale.

2. La renaissance néo-impérialiste de la Russie

Suite au XX^e Congrès en l'Union soviétique en 1956, la bureaucratie centrale dans les directions du parti, de l'État et de l'économie sous la direction de Khrouchtchev prit son rôle de classe dominante en tant que capitaliste collectif et monopoliste d'État. Cette nouvelle bourgeoisie monopoliste établit sa dictature bourgeoise sur la société entière. L'Union soviétique perdit ainsi son caractère socialiste. Alors que l'Union soviétique sociale-impérialiste était encore la deuxième puissance économique du monde en 1960, elle déclina jusqu'en 1990 pour ne représenter plus qu'un peu moins d'un tiers de la puissance économique de l'Europe occidentale, soit à peine plus de la moitié de celle du Japon.⁵⁹

Avec l'effondrement du CAEM⁶⁰ et la dissolution de l'Union soviétique en 1991 « *avait échoué la tentative de Gorbatchev ... de passer, de manière contrôlée, au capitalisme monopoliste d'État de type occidental.* »⁶¹ Au plan économique, la Russie déclina largement au cours des années suivantes dans la concurrence avec les pays impérialistes occidentaux. De 1991 à 1995, la production industrielle en Russie chuta de

⁵⁷ Deutsche Welle, 14/6/2017

⁵⁸ www.n-tv.de, 31/05/2014 et 15/12/2016

⁵⁹ « Crépuscule des Dieux sur le "nouvel ordre mondial" », p. 215

⁶⁰ « Conseil d'assistance économique mutuelle »

⁶¹ « Crépuscule des Dieux sur le "nouvel ordre mondial" », p. 227

46 pour cent. Temporairement, la Russie perdit son caractère impérialiste.⁶²

L'effondrement du social-impérialisme soviétique fit naître un marché mondial unique. Cela créa les **conditions politiques décisives de la nouvelle organisation de la production internationale** dans le système impérialiste mondial.

Dans les années 1990, la plus grande partie des entreprises d'État russes furent privatisées, surtout dans le secteur des matières premières et dans celui des banques publiques. Elles passèrent miraculeusement avant tout aux mains de hauts responsables des anciens appareils bureaucratique-capitalistes de l'économie, du parti et de l'État, celles des ainsi nommés **oligarques**.⁶³ Leur **aspiration sans scrupule au profit et au pouvoir** était une **force motrice de la renaissance de la Russie comme puissance néo-impérialiste**.

La richesse en matières premières, pétrole, gaz naturel et métaux fut une **base de départ contradictoire** pour l'évolution néo-impérialiste de la Russie. D'une part, pour des raisons stratégiques, l'accès des capitaux étrangers fut strictement limité. D'autre part, la Russie a tiré profit de la dépendance de nombreux concurrents impérialistes à l'égard de ses matières premières et a ainsi progressé sur le marché mondial.

Avec la nomination, en 1999, de Vladimir Poutine, ancien agent de renseignement du KGB à la présidence de la Russie, c'est un politicien monopoliste, nationaliste, avide de pouvoir qui accédait au pouvoir. Sous sa direction, la bourgeoisie monopoliste russe se constitua sur la base d'un capitalisme privé. Ainsi se forma la Russie néo-impérialiste. Entre 1990 et 2000, sa part dans la création de la valeur ajoutée industrielle mondiale avait encore chuté de 3,3 à 1,0 pour cent. Elle

⁶² Ibid., p. 224-228

⁶³ www.netstudien.de/Russland/

est remontée impétueusement à 2,9 pour cent jusqu'en 2011. Entre 1999 et 2007, la Russie a multiplié par 20 sa part dans l'exportation mondiale de capitaux à hauteur de 2,0 pour cent.⁶⁴

Le gouvernement de Poutine centralisa de nombreuses entreprises et banques sous la forme des « **National Champion Companies** ». Ainsi furent créés *Rusal*, temporairement le plus grand producteur d'aluminium au niveau mondial, et *Alrosa*, un monopole du diamant qui domine le marché mondial ; la banque publique *Sberbank* évolua de son côté en supermonopole international. En 2014, 19 monopoles russes comptaient parmi les 100 plus grands groupes d'armement internationaux. Jusqu'en 2013, *Gazprom* est devenu deuxième monopole énergétique au monde⁶⁵, et ainsi la Russie le plus grand exportateur de gaz naturel du monde. Comme deuxième producteur de pétrole, elle est en concurrence avec l'Arabie saoudite et les États-Unis pour le leadership sur le marché mondial. La Russie devint le plus grand exportateur mondial de centrales nucléaires financées par crédits.

Sur le plan intérieur, le gouvernement Poutine pratique une politique ouvertement réactionnaire, chauvine et anticomuniste contre la classe ouvrière et les larges masses. La police et l'armée s'emploient à réprimer avec brutalité une résistance qui ne désarme pas.

Poutine a pour objectif la formation d'une Union eurasienne dominée par la Russie qui s'étend de Lisbonne à Vladivostok. L'armée russe s'en est prise violemment aux aspirations à la séparation des peuples au Caucase du Nord ainsi qu'en Tchétchénie et en Géorgie.

La force de combat de l'armée russe est considérée comme la deuxième du monde. Un programme de modernisation de

⁶⁴ CNUCED FDI outward stock, propres calculs GSA e. V.

⁶⁵ *Fortune* Global 500

700 milliards d'euros fut lancé en 2008, en particulier pour l'extension des armes nucléaires. L'armée russe doit s'accroître pour passer de 710 000 à 915 000 hommes⁶⁶, et servir d'armée d'intervention à l'échelle mondiale.

Par leur expansion vers l'Est après la chute du Mur de Berlin et profitant de la faiblesse de la Russie, l'OTAN et l'UE, avancèrent de manière agressive sur des territoires autrefois sous l'influence de l'Union soviétique sociale-impérialiste. C'est en réponse à cela et dans la lutte pour l'hégémonie en Ukraine que la Russie, de retour en force, annexa la Crimée en 2014 en contradiction avec le droit international.

Depuis 2011, dans la guerre en Syrie, la Russie porte à bout de bras le régime fascisant d'Assad – par un soutien militaire, bombardant et intervenant avec des troupes terrestres. En soutenant l'axe Iran/Syrie, elle tente de préserver son influence impérialiste dans le Proche et Moyen Orient.

Le gouvernement russe maintient les plus étroites relations avec Recep Tayyip Erdoğan, dirigeant fasciste turc. Il soutient au moins 15 partis fascistes, fascistes et ultranationalistes au sein de l'UE et organise des réunions régulières avec eux en Russie. Parmi eux on compte notamment : le NPD néofasciste et l'AfD en Allemagne, la Lega Nord en Italie, le Front National en France et Jobbik en Hongrie. En 2014, la *First Czech-Russian Bank*, étroitement liée au Kremlin de Poutine, a fait un don au Front National fasciste de neuf millions d'euros pour sa campagne électorale.

Ce qui semble paradoxal c'est que Poutine chérit aussi des partis révisionnistes se disant « communistes ». Ainsi reçoit-il à Moscou des partis révisionnistes du monde entier – comme animateur des festivités que le gouvernement russe organise

⁶⁶ « Russian Military Capability in a Ten-Year Perspective – 2013 » de l'institut suédois de recherches sur la défense (FOI)

à l'occasion du centenaire de la révolution d'Octobre. Celles-ci ont lieu sur une ligne directrice contre-révolutionnaire invoquant *plus jamais la lutte de classe, plus jamais la révolution*. On compte parmi les invités, le PC chinois, le Parti du travail de Corée et le Parti communiste d'Allemagne DKP.⁶⁷

Par ces liens, Poutine tente de déstabiliser l'UE et ses pays membres.

3. La supériorité néo-impérialiste de l'Inde dans le sous-continent indien

Au début de son indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne qui date de 1947, l'Inde, pays très peuplé et riche en ressources, développa une **base** relativement complète **de l'industrialisation et de la production de biens d'équipement**, à laquelle a contribué la nationalisation des industries clés et de grandes entreprises capitalistes. Après 1956, le néocolonialisme de l'Union soviétique a œuvré à limiter en bonne part le développement autonome du pays. À cette époque l'Inde développa également des traits bureaucratiko-capitalistes marqués – un point de départ matériel pour la formation ultérieure du capitalisme monopoliste d'État.

La « révolution verte » fut l'initiatrice de l'industrialisation capitaliste de l'agriculture. La loi de 1976, abrogeant la corvée, a libéré les ouvriers agricoles nécessaires à cette industrialisation. C'était l'aiguillage pour une énorme croissance du marché intérieur indien des biens de production et de consommation. C'est alors qu'ont été fondés les groupes indiens des matières premières dans les secteurs du naphte, du gaz naturel, du pétrole, du charbon, de l'acier, de l'aluminium. La plupart d'entre eux étaient des entreprises publiques qui se

⁶⁷ Entretien bilatéral avec des camarades de la Plate-forme marxiste-léniniste (MLP) de la Russie et du Parti ouvrier communiste russe (RKAP) en janvier 2017

trouvaient encore sous la dépendance de pays impérialistes au niveau financier et technologique.

L'effondrement de l'Union soviétique sociale-impérialiste en 1991 constitua, comme rupture décisive, la condition préalable, pour que le capital financier international puisse imposer sa politique néolibérale en Inde aussi. La « **nouvelle politique économique** » du ministre des Finances, Manmohan Singh, ouvrit l'Inde au marché mondial en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 et en organisant la privatisation du secteur public. Singh facilita dans une large mesure les investissements étrangers et l'installation de multiples **zones économiques spéciales**. En 2005 fut adopté le « *Special Economic Zones Act* ». Dès lors, le nombre de nouvelles zones économiques spéciales a augmenté jusqu'au nombre de 421 en 2017, comprenant 4 456 entreprises et 1,7 million d'employés.⁶⁸

Ce programme étatique de privatisations et de zones économiques spéciales profita aussi à la bourgeoisie monopoliste indienne qui disposait déjà de riches capitaux industriels, bancaires, commerciaux et agraires. La quote-part mondiale de l'Inde au PIB augmenta constamment entre 1995 et 2007 passant de 1,2 à 2,1 pour cent – soit une augmentation de 75 pour cent.

En 2004, immédiatement après l'élection de Sonia Gandhi au poste de Premier ministre, la Bourse de l'Inde essuya sa plus grande chute depuis 135 ans. L'arrière-fond en résidait dans la crainte du capital financier international que le gouvernement abandonne la voie des privatisations. Dans cette situation la **bourgeoisie monopoliste indienne** fit pression pour que Sonia Gandhi « renonce » à la présidence. La Bourse bondit en flèche, dès que Manmohan Singh fut alors nommé Premier ministre. Dans la lutte concurrentielle

⁶⁸ *Fact Sheet on Special Economic Zones* sur ; www.sezindia.nic.in

de la bourgeoisie monopoliste indienne avec les monopoles internationaux pour le contrôle de l'économie et de l'État, les monopoles indiens de tête ont progressivement gagné une influence décisive.

En conséquence, l'Inde connut une évolution fulgurante vers un rôle croissant sur la scène mondiale. En 2006 les États-Unis reconnurent officiellement l'Inde comme sixième puissance nucléaire. La croissance rapide des télécommunications et d'Internet a procuré des avantages concurrentiels particuliers aux monopoles indiens qui disposent de nombreux **spécialistes** de formation remarquable **en informatique**.

En contraste incontestable par rapport aux régions industrielles de pointe, de vastes régions du pays sont arriérées et caractérisées par une grande pauvreté, marquées par une production rurale semi-féodale. Cet état de fait amène certains économistes de gauche à remettre en cause le caractère néo-impérialiste de l'Inde. En 1917, Lénine dit dans une situation similaire à propos du caractère impérialiste de la Russie :

*« Il serait en outre inexact de représenter en Russie l'impérialisme comme un tout cohérent (l'impérialisme est d'une façon générale, un tout incohérent), car il subsiste en Russie un nombre encore assez considérable de régions et de branches du travail où l'on ne fait que passer de l'économie naturelle et semi-naturelle au capitalisme. »*⁶⁹

Aujourd'hui, les groupes indiens renforcent la dépendance néocoloniale d'autres pays. *Indian Oil* est le plus grand producteur de pétrole au Sri Lanka.⁷⁰ En 2015, *Bharti Airtel* accapara les réseaux mobiles de 15 pays africains. Le monopole chimique indien *Reliance Industries*, le plus grand producteur mondial de fibre et de polyester, dispose de sites de production

⁶⁹ Lénine « Textes pour la révision du programme du Parti », écrits avril-mai 1917, Œuvres, t. 24, Paris/Moscou 1966, p. 478

⁷⁰ www.iocl.com

majeurs en Turquie, Malaisie, Chine, Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Ses exportations sont destinées à 121 pays.⁷¹ On compte encore parmi les **leaders mondiaux indiens** *Mahindra* dans la construction de tracteurs, *Wipro* dans le secteur des technologies informatiques et *Crompton Greaves* pour les transformateurs.

Depuis sa fondation en 2007, le groupe sidérurgique indien **ArcelorMittal** s'est haussé rapidement et de manière agressive au rang de premier producteur d'acier au monde. Il fut créé par la reprise par *Mittal Steel* du groupe luxembourgeois *Arcelor*, à l'époque le deuxième groupe mondial de l'acier. Avec 41 millions de tonnes annuelles en 2016 et 199 000 employés à l'échelle mondiale il est aussi le premier groupe d'acier en Europe avant le monopole indien **Tata Steel**, qui produit 24 millions de tonnes par an et compte 70 000 employés. *Arcelor-Mittal* fait aussi travailler plus de 30 000 ouvriers et mineurs au Kazakhstan, en Ukraine, en Bosnie, au Canada, aux États-Unis, au Mexique, au Brésil et au Libéria en recourant à des méthodes impitoyables d'exploitation de l'homme et de la nature.⁷²

Lorsque Manmohan Singh se heurta à une large résistance de masse avec son programme de privatisations forcées et de création de zones économiques spéciales, en 2014 c'est **Narendra Modi**, lié au fascisme hindou, qui le remplaça au gouvernement. Son programme « **Make in India** » se caractérise par des mesures structurelles et des investissements qui promeuvent en particulier l'expansion des monopoles indiens. Des mesures destinées à protéger des investisseurs à l'étranger et à taxer les monopoles internationaux y contribuaient également. En 2016, 58 groupes indiens étaient entrés dans

⁷¹ www.ril.com

⁷² Annualreview2015.arcelormittal.com/operations-and-performance/segment-review/mining

les rangs des 2000 plus grandes entreprises mondiales, c'est plus que l'Allemagne avec 51 groupes.⁷³

Le groupe minier indien *Adani* investit 11,5 milliards d'euros dans la **création de la Mine de charbon Carmichael en Australie**. Avec une production annuelle de 60 millions de tonnes, c'est l'une des plus grandes mines du monde. La construction d'une ligne de chemin de fer et le bail pour 99 ans du port charbonnier Abbot Point font aussi partie de cet investissement. Le gouvernement australien autorisa ce projet mégalomane en 2017 qui provoque une vaste baisse du niveau des eaux souterraines et ruine l'écosystème unique du *Great Barrier Reef* au large de la côte.⁷⁴ Le gouvernement Modi poursuit avec agressivité la construction et l'aménagement de 370 centrales au charbon et veut encore construire dix nouveaux réacteurs nucléaires.

Modi a fondé son programme gouvernemental explicitement sur l'idéologie Hindutva. Celle-ci vise un empire hindou dans l'unité « géoculturelle » de l'ensemble du sous-continent indien, ce qui constitue le fondement idéologique des ambitions impérialistes de l'Inde. Le Népal doit être transformé en État hindou sous prédominance indienne par des blocus contraires au droit international comme en 2015, par la promotion de mouvements séparatistes dans la région du Terai et par l'intervention directe dans sa législation. En tant qu'idéologie anticomuniste agressive, le nationalisme hindou est l'ennemi déclaré du mouvement marxiste-léniniste et anti-impérialiste.

En 2016 les dépenses militaires de l'Inde de 55,9 milliards de dollars US dépassèrent désormais celles de la France et de la Grande-Bretagne. Le premier porte-avions construit en Inde a été lancé en 2013. En 2016 a eu lieu le lancement du premier vaisseau-cargo spatial réutilisable.

⁷³ Forbes Global 2000

⁷⁴ www.greenpeace.org.au

Modi a conclu des alliances « stratégiques » dirigées contre la Chine avec le Japon et les États-Unis. Comme l'aspiration à l'hégémonie mondiale des États-Unis se trouve menacée par la Chine, ils dépendent de l'Inde en Asie orientale. Cette alliance inter-impérialiste présuppose un **intérêt autonome de l'Inde** à s'affirmer contre le concurrent chinois. C'est une **alliance temporaire et contradictoire basé sur un avantage mutuel**. L'ancienne **dépendance unilatérale** indienne à l'égard des États-Unis cède progressivement la place à une **interpénétration**, même si les États-Unis comme superpuissance impérialiste continuent à donner le ton.

Le nouvel expansionnisme impérialiste de l'Inde se focalise, en matière de politique intérieure, avant tout sur la répression de la lutte de classe de l'armée des millions de prolétaires industriels internationaux et des centaines de millions de personnes de la population rurale.

4. La Turquie néo-impérialiste au carrefour entre l'Europe et l'Asie

La Turquie revêt une importance géopolitique, économique et stratégique-militaire particulière de par sa position géographique entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Après l'effondrement de l'Empire ottoman à la suite de la Première Guerre mondiale, le pays devint une semi-colonie de divers pays impérialistes. La République de Turquie fut fondée en 1923, après une guerre de libération nationale-révolutionnaire sous la direction de Mustafa Kemal Atatürk. Il mit en œuvre en faveur de la bourgeoisie nationale une politique d'indépendance nationale, d'industrialisation capitaliste, de modernisation et de laïcisation⁷⁵ du pays et de restriction de l'ingérence impérialiste.

⁷⁵ État laïc, séparation de l'Église et de l'État resp. de l'État et de la religion

En 1927, 13,7 millions de personnes vivaient en Turquie, le pays en compte aujourd'hui 79 millions. La grande majorité de la population est musulmane.

En 1952 la Turquie devint membre de l'OTAN tombant sous dépendance néocoloniale, surtout de l'impérialisme américain. En 1960, 1971 et 1980 les militaires opérèrent des coups d'État dans l'intérêt de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie nationale, soutenus et encouragés par l'OTAN et la CIA. Les putschs militaires étaient accompagnés de la sanglante répression du mouvement ouvrier revigoré et de la gauche révolutionnaire.

D'importants monopoles turcs se développèrent dès les années 1960 comme *Koç Holding* ou *OYAK*. Ce dernier s'est formé sur la base de fonds de pension des forces armées et englobe maintenant pas loin de 90 entreprises et participations dans diverses branches.

Dans les années 1980, les monopoles soutenaient fortement la transformation accélérée de la Turquie en un **pays industriel capitaliste** grâce à l'aide de l'État et de capitaux étrangers. En 1971 fut fondée la **fédération patronale TÜSIAD** qui acquit de l'influence sur les décisions de l'État dans l'intérêt des monopoles nationaux et internationaux.

Le rôle social généralement important des militaires turcs s'est particulièrement accru après le coup d'État militaire de 1980, accélérant la naissance de **structures capitalistes monopolistes d'État**. Le putsch militaire de 1980 provoqua un changement de cap en direction du néolibéralisme. La privatisation d'entreprises publiques dictée par le FMI encouragea la fusion des capitaux industriel, bancaire et commercial avec des fractions de l'oligarchie agraire réactionnaire. Mais la **bourgeoisie monopoliste nationale** ainsi formée se trouvait encore largement sous le diktat du capital financier étranger. Des monopoles internationaux comme *Toyota*,

Daimler, Ford, Renault, Bosch, Fiat ou *RWE* ont des sites de production en Turquie.

Alors qu'à la fin des années 1970 plus de 50 pour cent de la population travaillaient encore dans l'agriculture, ce n'étaient plus qu'à peine 20 pour cent en 2014. En 2016, 74 pour cent de la population vivait dans les villes, alors qu'au milieu des années 1970 elle n'était que de 40 pour cent. Un **prolétariat industriel international moderne** a vu le jour. Environ trois millions travaillent dans le secteur du textile et de l'habillement, plus de 50 000 au sein des groupes turcs et internationaux de l'industrie électrique et environ 400 000 dans le secteur automobile chez 17 fabricants et pas loin de 4 000 entreprises de sous-traitance.⁷⁶

La grave crise économique mondiale de 2001 renforça la contrainte économique à l'expansion des monopoles turcs. Ceci conduisit à une crise gouvernementale ouverte qui frappa aussi l'idéologie du Kemalisme et de la laïcité. Ainsi s'est ouverte une marge de manœuvre pour l'AKP prétendument « islamiste modéré » sous la direction de Recep Tayyip Erdoğan et en alliance avec le mouvement Gülen islamiste. Erdoğan réussit à répandre et implanter des sentiments religieux et petits-bourgeois nationalistes au sein d'une partie des masses et à gagner ainsi les élections parlementaires en 2002. Cette opération fut vigoureusement soutenue et encouragée par les États-Unis et l'UE.

Sur fond d'un certain essor économique, les réformes sociales et politiques du gouvernement Erdoğan permirent d'établir la base de masse nécessaire à promouvoir l'aspiration de la Turquie à devenir une grande puissance.

En 2004 fut adopté une nouvelle **loi sur la promotion des investissements** qui mit les investisseurs nationaux et étrangers sur un pied d'égalité. S'en suivit une nouvelle vague

⁷⁶ Portail d'informations sur les pays, Turquie, www.liportal.de

de privatisations d'entreprises publiques concernant le réseau électrique, les ports, les programmes d'infrastructure, les bâtiments, les terres etc. Cette politique a eu pour effet une croissance soutenue de l'importation de capitaux et de l'extension du marché intérieur financée par le crédit. Ce qui a accéléré l'accumulation de capitaux en Turquie, également au bénéfice des monopoles turcs. Le produit intérieur brut de la Turquie a triplé depuis 2002.

Jusqu'en 2014, la concentration et la centralisation du capital en Turquie avaient engendré 4853⁷⁷ grandes entreprises de plus de 250 salariés, dont 1 628 dans industrie de transformation. En 2016, dix monopoles turcs figurent parmi les 2 000 plus grands du monde.⁷⁸

Depuis la guerre en Iraq de 2003–2011 des monopoles turcs étendent sans cesse leur influence au Proche-Orient. En 2014 le monopole pétrolier *Türkiye Petrolleri A.O. (TPAO)* s'engagea à hauteur de 1,9 milliard de dollars US dans le gisement de gaz Shah-Deniz et dans le gazoduc du Caucase du Sud en Azerbaïdjan.⁷⁹

La plus grande ligne aérienne *Turkish Airlines* élargit notablement le nombre d'aéroports de destination en Afrique passant de deux à 48, son volume de passagers a presque doublé depuis 2011 pour atteindre 61,2 millions⁸⁰. Elle conquiert des parts de marché de sociétés jusque-là dominantes comme *Air France*, *British Airways* ou *Lufthansa*, surtout dans les États de l'Afrique de l'Ouest : le Ghana, le Bénin, le Cameroun et le Nigeria.⁸¹

⁷⁷ sans compagnies d'assurances et sans entreprises financières, de radiodiffusion, de télévision et de programmation

⁷⁸ Forbes Global 2000, données pour 2016

⁷⁹ GTAI Turquie au centre focal 2015, p. 6 (version allemande)

⁸⁰ *Turkish Airlines Annual Report* 2015, p. 26

⁸¹ *Rote Fahne*-magazine 21/2016

Koç Holding est le plus grand monopole turc. C'est un conglomérat avec des activités dans l'automobile, dans le domaine énergétique et les services financiers, entre autres. Avec un chiffre d'affaires de 25,5 milliards de dollars US cette Holding est le premier monopole turc qui est parvenu à se hisser au rang des 500 supermonopoles internationaux.⁸² *Koç Holding* entretient des entreprises de production en Russie, Thaïlande, Chine, Afrique du Sud et Roumanie. À travers des *joint-ventures*, notamment avec *Ford* et *Fiat*, elle dirige 48 pour cent de la production automobile en Turquie. Entre 1990 et 2015 les monopoles turcs augmentèrent leur **exportation de capitaux** de 1,2 à 44,7 milliards de dollars, la multipliant presque par 40.⁸³

En matière de politique étrangère le gouvernement AKP justifiait ses prétentions au pouvoir au Proche et au Moyen Orient ainsi qu'en Afrique du Nord par l'ainsi dit « **néo-os-manisme** ». À cet effet il **a encouragé des organisations terroristes fascistes** enrobées dans les draps de la religion comme al-Nusra et « l'État islamique » (Daesh).

Dans les années 1970 déjà, la Turquie fit des efforts pour établir une industrie d'armement autonome. En 1974 fut créée la *Fondation pour le renforcement des forces armées (TSKGV)* en réaction à un embargo sur les armes, décrété par les États-Unis⁸⁴ contre la Turquie. La **mise en place et le développement du complexe militaro-industriel** devint le **pionnier de l'ambition expansionniste néo-impérialiste turque**. Depuis 2011 la production d'armements s'est accrue de 21 pour cent chaque année. Comparé à 2015, le budget annuel pour le développement de produits et de technologies mili-

⁸² *Fortune* Global 500

⁸³ UNCTAD FDI Outward Stock

⁸⁴ L'industrie de l'armement turque prévoit 373 brevets jusqu'à 2021, www.eurasianews.de, 11/06/2017

taires augmenta de 1,25 milliard de dollars US en 2016. Le **monopole de l'armement turc** de pointe **ASELSAN** connaît aujourd'hui une croissance de la demande de 273 pour cent par rapport à 2015.

En août 2016 le groupe turc de l'armement **BMC** signa avec **Rheinmetall AG** d'Allemagne et *Etika Strategi* de Malaisie un accord sur la fondation d'une filiale commune (*RBSS*). Cet accord permet d'offrir aux militaires turcs et à d'autres armées des « solutions système » pour la production de véhicules blindés les plus modernes sur châssis à roues et à chenilles. Depuis 2015 les forces armées du Qatar ont une part de 49 pour cent dans le groupe turc de l'armement **BMC**. En avril 2017 la Turquie conclut un contrat avec le Qatar sur la livraison de 1500 véhicules blindés. La construction du premier porte-avions d'ici 2021 souligne les ambitions impérialistes de la Turquie.

La Turquie néo-impérialiste met en œuvre impitoyablement divers systèmes et organismes de terreur d'État en matière d'armements, de services secrets, de police, de forces militaires et paramilitaires contre la population kurde et sa lutte de libération, mais aussi contre les luttes de la classe ouvrière et des larges masses.

Avec ses 493000 hommes **l'armée** turque est la dixième force dans le monde et la deuxième au sein de l'OTAN après les États-Unis.⁸⁵

La dépendance autrefois néocoloniale de la Turquie vis-à-vis de l'impérialisme s'est transformée en une **relation de réciprocité** entre la Turquie, puissance régionale néo-impérialiste, l'impérialisme US, l'UE et l'impérialisme allemand. Sur la base de son **rôle géopolitique clé**, le gouvernement AKP joue à son avantage des contradictions croissantes entre

⁸⁵ Global Firepower: www.test.dtj-online.de, 23/05/2015

les États-Unis, l'UE, la Russie et la Chine. Dans la crise de la politique de l'UE à l'égard des réfugiés en 2015, la Turquie a abusé des millions de personnes qui veulent émigrer de l'Iraq ou des régions en guerre vers l'Europe comme instrument de pression pour imposer sa politique néo-impérialiste.

La Turquie fournit l'Imam pour la plupart des mosquées en Allemagne. L'État turc forme et finance ces Imams et aspire à accaparer la faveur de la part de la population d'origine turque pour la politique réactionnaire de la Turquie en lien avec les médias turcophones. Un certain nombre de « religieux » collaborateurs des services secrets turcs ont d'ores et déjà été démasqués.

L'attraction exercée par le développement économique en Turquie et la manipulation de l'opinion publique ont engendré jusqu'à 2015 en faveur du gouvernement Erdoğan une vague de retours au pays depuis l'UE de centaines de milliers de citoyens.

Ce n'est pas le fruit du hasard si le coup d'État militaire échoué, entrepris en juin 2016 par des parties de l'armée turque, s'est produit juste **après** que Erdoğan ait mis en jeu la possibilité de coopérer plus étroitement avec la Russie et l'alliance de Shanghai.⁸⁶ Lors de la tentative de putsch ce sont les unités fortement intégrées dans les structures de l'OTAN qui y ont joué le rôle décisif. Bénéficiant du soutien des États-Unis, elles s'appuyaient sur le mouvement Gülen anticommuniste, fascisant et islamiste qui avait rompu avec Erdoğan en 2013. Erdoğan a pris le putsch avorté comme prétexte bienvenu pour décréter l'état d'urgence et constituer une base de masse en vue d'**établir une dictature fasciste**. En avril 2017 le gouvernement a fait organiser un référendum manipulé – dans les conditions de l'état d'urgence. Il a voulu de la sorte donner un

⁸⁶ Organisation de coopération de Shanghai (OCS) – NdT

vernis démocratique au démantèlement fasciste des droits et des libertés démocratiques. Mais la résistance antifasciste et la lutte pour la liberté et la démocratie se développent, malgré la répression brutale contre l'opposition démocratique et le peuple kurde.

VI. La lutte nécessaire contre le social-chauvinisme, l'opportunisme et le dogmatisme

L'aggravation des contradictions dans le système impérialiste mondial et le durcissement des conflits de classe accroissent le potentiel d'une crise révolutionnaire mondiale. En même temps, elles sont un terrain fertile pour l'avancement de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire international par le biais du **mode de pensée petit-bourgeois opportuniste**. Les contradictions entre la **tendance révolutionnaire** et la **tendance opportuniste** apparaissent ainsi de façon plus évidente.

Dans les conditions de l'aggravation des contradictions au sein du système impérialiste mondial se fait jour la tendance à **transformer l'opportunisme en social-chauvinisme**.

Le gouvernement fédéral allemand, sous la chancelière Merkel, vend son rôle dirigeant dans l'UE en tant que maintien de la paix, équilibrage d'intérêts disparates écologiques, économiques, politiques et sociaux et comme contre-projet à la politique de Trump, Erdoğan ou Poutine. C'est en cela précisément que réside le système du mode de pensée petit-bourgeois comme méthode gouvernementale. Cette façon de procéder alimente adroitement les illusions au sein des forces du mouvement ouvrier et populaire, influencées par le réformisme et le révisionnisme petits-bourgeois et qui rêvent d'être protégées des « maléfiques » impérialistes par d'autres « bons » ou « tolérables » impérialistes.

Tous les partis à Berlin ont plus ou moins adopté cette position, ainsi que l'ensemble du spectre des médias bourgeois et la direction syndicale de droite. Il en résulte que le **mode de pensée petit-bourgeois social-chauvin gagne du terrain dans le mouvement ouvrier et populaire**. On renonce à la critique anti-impérialiste de l'impérialisme allemand et européen et on attribue à l'impérialisme russe et chinois une position supposée anti-impérialiste.

Le PCMLM (Partido Comunista de Bolivia – marxiste-léniniste-maoïste) a proclamé sa **sortie de l'ICOR**⁸⁷ le 26 mars 2017, justifiant cette démarche en argumentant entre autres contre la position de l'ICOR à propos du conflit armé en Ukraine :

*« Il est inconcevable pour nous que l'on puisse considérer la Russie comme ennemi principal et “ agresseur ” de l'Ukraine. Cela revient à “ blanchir ” l'impérialisme américain ... »*⁸⁸

À aucun moment, l'ICOR n'a qualifié la Russie d'« ennemi principal ». Elle n'a pas non plus mis en question que le danger principal pour la paix mondiale repose sur la superpuissance américaine et que les États-Unis et l'OTAN, y compris l'Ukraine, jouent un rôle ultraréactionnaire dans le conflit ukrainien.

Cependant a-t-il vraiment pu échapper à la direction du PCMLM que la politique de Poutine se traduit par une répression massive du mouvement ouvrier, des minorités nationales, des forces démocratiques et révolutionnaires en Russie ? N'est-elle pas en mesure de prendre connaissance du caractère impérialiste de la Russie qui rêve de rétablir le pouvoir du social-impérialisme russe, voire de l'empire du tsar ?

⁸⁷ ICOR : Coordination internationale de partis et organisations révolutionnaires

⁸⁸ Résumé des différends politiques et idéologiques entre le Parti communiste (MLM) de Bolivie et l'ICOR, 20/03/2017

Du Parti communiste allemand (DKP), aujourd'hui déchiré par des luttes fractionnelles, émanent aussi des manifestations de fidélité vassale à la Russie. Ainsi la vice-présidente du DKP, Wera Richter, conteste le caractère impérialiste de la Russie et de la Chine dans son discours inaugural à l'occasion des assises de la présidence du Parti :

« À la différence du G7 il ne s'agit naturellement pas d'une rencontre où se réunissent exclusivement des dirigeants des principaux impérialistes [...] Nous savons que la Russie et la Chine, tout comme quelques autres pays du G20, appartiennent en fait aux alliés du mouvement pour la paix. »⁸⁹

Lors d'une conférence des révisionnistes modernes à Münster en avril 2017, le DKP a même érigé la Russie en force anti-impérialiste :

« La Russie est contrainte de faire une politique d'opposition à l'OTAN, elle agit donc objectivement de façon anti-impérialiste. »⁹⁰

Cette logique absurde caractérise le **passage du révisionnisme au social-chauvinisme ouvert**. C'est en effet une position social-chauvine de se ranger lors de contradictions, voire de guerres inter-impérialistes, du côté de l'un ou l'autre impérialisme, en brandissant le drapeau d'un esprit révolutionnaire. La **classe ouvrière, les masses opprimées et les révolutionnaires du monde** doivent **lutter sans exception contre tout type d'impérialistes !**

Actuellement, un **débat fructueux, parfois controversé**, se développe parmi les organisations et partis de l'ICOR sur la formation de pays néo-impérialistes et sur les conclusions qu'il faut en tirer.

⁸⁹ *DKP-Informationen* [Informations du DKP] no 3/2017 – 21 juin 2017, 9e Session de la présidence du parti, 17/18 juin 2017, Essen

⁹⁰ *unsere zeit* [notre temps] (uz), 14/04/2017, p. 13

Quelques partis évitent explicitement la notion de « **pays néo-impérialiste** » et parlent de « **puissance régionale** ». Cependant la notion de « puissance régionale » n'est qu'une **description** superficielle de l'expansionnisme de la part de pays tels que l'Inde, la Turquie ou l'Arabie saoudite. Cela ne les caractérise pas scientifiquement et du point de vue de classe. Il en va de même avec des notions comme « pays sous-impérialistes » et « pays émergents ».

Contre la qualification de l'Arabie saoudite, du Qatar et des Émirats arabes unis (É.A.U.) en tant que pays néo-impérialistes il est objecté que ces pays auraient « **à peine une base propre de production avancée** ». En effet, leur base de production est restreinte et concentrée sur le gaz naturel et le pétrole. Cependant, elle s'intègre dans le mode de production internationalisé. Ces pays investissent leurs capitaux suraccumulés en parts d'actions dans les monopoles dans le monde entier. 22,7 pour cent des employés en Arabie saoudite travaillent dans l'industrie, 71,2 pour cent dans le secteur dit des services qui peut, en grande part, être mis au même rang que les emplois dans l'industrie. Avec *Aramco* l'Arabie saoudite dispose, selon sa valeur boursière estimée, du **plus grand monopole mondial**. *Aramco* a réalisé en 2013, un chiffre d'affaires d'environ 400 milliards de dollars US. En 2013 l'Arabie saoudite abrite 20 des 2000 plus grands monopoles, les É.A.U. 14 et le Qatar 8.⁹¹ Les six à huit millions de travailleurs en Arabie saoudite viennent du Pakistan, du Bangladesh et des Philippines. Ils sont exploités et opprimés dans des conditions inhumaines.

En raison du niveau actuel de **division du travail internationale**, l'existence d'une base de production complète n'est plus un critère d'appréciation déterminant pour qualifier un pays d'« impérialiste ». Les pays impérialistes et leurs mono-

⁹¹ Forbes Global 2000

poles internationaux se focalisent *justement* sur les secteurs qui leur permettent de conquérir une position de leader sur le marché mondial, de dicter des prix monopolistes et de mettre d'autres pays – y compris des pays impérialistes – sous des formes de dépendances.

La stratégie d'exportation de capitaux poursuivie par l'Arabie saoudite, le Qatar et les É.A.U. y correspond tout à fait. Le fonds d'État *Qatar Investment Authority* dispose de 335 milliards de dollars US selon des estimations. Avec des milliards de dollars US il participe à des sociétés anonymes et à de grands projets immobiliers et d'infrastructure à l'échelle mondiale auxquels il apporte un capital de 57 milliards de dollars US rien que dans dix entreprises comme VW, *Glencore* ou *Royal Dutch Shell*⁹². En Arabie saoudite, la banque centrale gère 450 milliards d'euros. Elle en crée des dépôts bancaires et achète des emprunts et des actions dans le monde entier.

Lénine a souligné que précisément le **détachement de la production directe** est particulièrement caractéristique du capital financier impérialiste dominant :

*« Le “ maître ” typique du monde, c'est désormais le capital financier, lequel est particulièrement mobile et souple, particulièrement entremêlé, à l'intérieur de chaque pays et internationalement, particulièrement dépersonnalisé et détaché de la production directe, particulièrement facile à concentrer et particulièrement avancé déjà dans la voie de la concentration, de sorte que quelques centaines, tout au plus, de milliardaires et de millionnaires président aux destinées du monde entier. »*⁹³

Ce que Lénine a écrit sur la nature parasitaire de l'impérialisme s'applique tout à fait aux émirats arabes :

⁹² www.bloomberg.com

⁹³ Lénine, « Préface à la brochure de N. Boukharine “ L'économie mondiale et l'impérialisme ” », Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1960, p. 111

« *C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un " État rentier ", d'un État-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la " tonte des coupons " .* »⁹⁴

Une autre objection que l'on avance contre le caractère néo-impérialiste de ces émirats concerne leur « **structure de domination féodale** ». Cette objection devrait du même coup être adressée à Lénine qui avait défini la Russie tsariste comme « *impérialisme [...] grossier, médiéval, économiquement arriéré, militaire et bureaucratique* »⁹⁵ sans pareil. La forme de domination autocratique est extrêmement utile comme forme spéciale du capitalisme monopoliste d'État.

Les appréciations sur les pays néo-impérialistes qui se trouvent en contradiction avec la réalité **résultent d'une application dogmatique du marxisme-léninisme**. Elles entraînent inéluctablement des erreurs dans la stratégie et la tactique et provoquent des revers évitables dans la lutte de libération sociale et nationale.

VII. La nouvelle qualité de la tendance générale de l'impérialisme à produire des crises

Jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique, une **bipolarité** existait dans le système impérialiste mondial : Les États-Unis et l'Union soviétique sociale-impérialiste étaient les deux superpuissances impérialistes. Aujourd'hui, une **multipolarité** a remplacé la bipolarité, ce qui est dû, entre autres, à l'émergence de nombreux pays néo-impérialistes qui gagnent de plus en plus d'influence et d'importance dans l'économie et la politique globales.

⁹⁴ Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1960, p. 323/324

⁹⁵ Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1960, p. 388

Il y a cent ans, le monde était encore dominé par une poignée de grandes puissances impérialistes. La grande majorité des gens vivait dans des colonies et semi-colonies. **Aujourd'hui environ 65,5 pour cent de la population mondiale vit dans des pays impérialistes.**

Les conditions sociales se trouvent donc en grande partie au stade du capitalisme suprême et final, le stade préliminaire immédiat du socialisme. Ce développement signifie le saut dans une nouvelle qualité de la tendance du système impérialiste mondial à produire des crises et aussi par rapport aux possibilités pour la révolution socialiste internationale.

Dans les pays, pillés en tant qu'appendices néocoloniaux, les masses sont soumises à des conditions de vie catastrophiques. Certains pays comme l'Afghanistan, la Syrie, l'Iraq, le Yémen, le Congo ou la Libye sont carrément déchirés depuis des années à cause de la rivalité entre les anciens et les nouveaux impérialistes, au travers de guerres et de terreur réactionnaire.

Au sein des pays impérialistes, les contradictions de classe s'intensifient. Le fossé entre les pauvres et les riches se creuse de plus en plus profondément. Tandis que les monopoles dominants corrompent une couche privilégiée parmi la petite bourgeoisie et les ouvriers industriels en tant que base de masse de leur pouvoir, une majorité croissante de la population est plongée dans la pauvreté. La surexploitation des ouvriers devient de plus en plus une normalité.

Constater un monde multipolaire ne signifie nullement qu'il s'agisse d'un bloc monolithique de forces de poids égal. Au contraire, parmi les anciens et les nouveaux impérialistes il faut distinguer des groupes de qualité différente en fonction du rôle qu'ils assument dans le système impérialiste mondial sur la base de leurs potentiels économiques, politiques et militaires.

Dans les années 1970, on pouvait distinguer **un impérialisme primaire et un impérialisme secondaire** dans l'impérialisme mondial. Les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique sociale-impérialiste, étaient l'impérialisme primaire. La République fédérale d'Allemagne, la France ou le Japon par exemple faisaient partie de l'impérialisme secondaire.

À cette époque, les marxistes-léninistes se sont prononcés avec détermination contre la minimisation de l'impérialisme allemand par le « mouvement ml » petit-bourgeois qui allait parfois jusqu'à propager la défense de la patrie contre les superpuissances : Les pays impérialistes secondaires « *tendent d'imposer leurs objectifs monopolistes d'État pour obtenir un maximum du profit et de l'exploitation néocoloniale des pays en voie de développement, à l'ombre de l'impérialisme de premier ordre. Qui peut dire néanmoins, si la distribution actuelle des forces demeurera ce qu'elle est ?* »⁹⁶

L'émergence des pays néo-impérialistes ébranle l'ancienne structure du système impérialiste mondial.

La Chine et la Russie sont de **grandes puissances impérialistes dans la politique mondiale**, la Russie l'est surtout sur le plan militaire. La Chine est en voie de devenir une superpuissance et évolue de plus en plus vers le statut de principal concurrent stratégique de l'impérialisme US dans la lutte pour l'hégémonie mondiale. Ce dernier continue à poursuivre agressivement son aspiration à l'hégémonie mondiale aux niveaux économique, politique et militaire.

L'UE comme alliance d'États impérialistes comprenant plus de 20 pays impérialistes cherche à devenir une **nouvelle grande puissance sur le plan politique mondial**. La sortie de la Grande-Bretagne de l'UE est un revers surtout à cet égard.

⁹⁶ KABD, La Chine actuellement N° 2, 1980, p. 38

En tant que pays impérialistes, divers pays aspirent surtout à l'**hégémonie régionale**, comme la Turquie, Israël, l'Arabie saoudite, le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Inde, souvent en alliance avec d'autres grandes puissances impérialistes.

Des pays impérialistes plus faibles reçoivent leur part de la production de plus-value mondiale comme partenaire junior ou dans une fonction particulière (comme par exemple la Norvège, Singapour, le Luxembourg ou la Suisse).

Cette **qualité de la multipolarité impérialiste** a accentué la lutte concurrentielle mondiale, approfondi l'instabilité de la domination impérialiste, et en quintessence elle affaiblit le système impérialiste mondial et **approfondit la crise générale du capitalisme**.

Le virage à droite international des gouvernements impérialistes

Depuis 2012, de plus en plus de **gouvernements ouvertement réactionnaires, nationalistes et fascistes** s'installent, comme avec l'élection du premier ministre Shinzō Abe au Japon, et le processus s'est accéléré au cours des années 2014 à 2016. C'est le cas surtout dans des pays néo-impérialistes avec les gouvernements Narendra Modi en Inde, Michel Temer au Brésil, Enrique Nieto au Mexique. D'autres gouvernements sont passés à une politique ultraréactionnaire comme celui de Vladimir Poutine en Russie, le gouvernement de l'ANC sous Jacob Zuma en Afrique du Sud ou le gouvernement Merkel/Gabriel en Allemagne. En Turquie, Recep Tayyip Erdoğan a instauré une dictature fasciste en été 2016.

L'**agressivité particulière** du **gouvernement** ultraréactionnaire, raciste et fascisant **de Donald Trump** avec son programme « *America First* » trouve sa base matérielle particulière dans un **recul massif de l'impérialisme US** relatif à sa position dominante sur le marché mondial. En avril 2017,

le Comité central du MLPD est arrivé à l'évaluation suivante concernant la nouvelle qualité du gouvernement Trump :

*« Les changements depuis l'entrée en fonction de Donald Trump n'ont pas du tout le seul et simple caractère d'un changement de gouvernement : Avec son arrivée au gouvernement nous assistons à une **modification des méthodes de gouvernement**. Celles-ci se retrouvent de plus en plus en contradiction avec les habitudes traditionnelles démocratiques bourgeoises, elles ont tendance à dissoudre l'ordre d'après-guerre du système impérialiste mondial et **Trump remplace le système gouvernemental du mode de pensée petit-bourgeois par la réaction ouverte à l'intérieur et à l'extérieur.** »⁹⁷*

Tout ceci exprime la tendance fondamentale de l'impérialisme : **réaction à l'intérieur** et **agression à l'extérieur**. Ces procédés ont incité les masses dans le monde entier à la résistance active et provoqué le début d'un **revirement progressiste international de l'état d'esprit**.

Des luttes acharnées du prolétariat industriel international, des luttes de masse ressemblant à des insurrections et des mouvements pour la liberté et la démocratie sont le signal que des facteurs objectifs et subjectifs pour la transition à l'effervescence révolutionnaire sont en train de se développer à l'échelle internationale. En cela s'exprime aujourd'hui la **tendance principale dans le monde** qui consiste en la **préparation de la révolution socialiste internationale**.

En 2003, nous avons établi le constat dans le livre le « Crépuscule des Dieux sur le “ nouvel ordre mondial ” » qu'une **nouvelle phase de transformation historique était entamée** :

« Le fait que l'impérialisme peut certes introduire la nouvelle organisation de la production, mais, en raison de ses

⁹⁷ Discours-programme de Gabi Fechtner (née Gärtner) en coordination étroite avec Stefan Engel, magazine *Rote Fahne* 09/2017, p. 14

*contradictions internes insolubles, ne pourra jamais créer un État mondial, rend évident que l'impérialisme se heurte à une limite relative de son développement historique. Les forces productives modernes réclament des rapports de production qui correspondent à leur caractère international, mais ceux-ci sont seulement réalisables dans des États unis socialistes du monde. »*⁹⁸

Toutefois, ce serait une erreur d'en déduire que l'impérialisme se trouverait dans une situation absolument sans issue. Cette illusion est la réponse présentée par le **culte** petit-bourgeois de la **spontanéité** vis-à-vis de la caractéristique de plus en plus manifeste de l'impérialisme comme capitalisme mourant. C'est surtout l'**anticommunisme moderne** que la classe ouvrière et les masses doivent surmonter afin de se tourner consciemment vers l'alternative marxiste-léniniste révolutionnaire de la lutte pour le véritable socialisme.

Dans la pratique, c'est la puissance d'organisation, la clairvoyance et la conscience du parti révolutionnaire, la conquête de la majorité décisive du prolétariat industriel international, le fait d'être lié aux masses et enraciné parmi elles, en particulier parmi le mouvement combatif des femmes, la capacité à forger l'alliance de lutte avec une partie croissante des couches intermédiaires petites-bourgeoises contre les monopoles et l'État, la conquête de la jeunesse et la coopération, coordination et révolutionnarisation internationales de toutes ces forces qui décide si le parti peut faire profiter d'une crise révolutionnaire ou non. Pour cette raison, tout dépendra alors du **renforcement du facteur subjectif**.

Pour construire avec succès un parti de type nouveau, une des questions clé consiste à analyser à tout moment de manière matérialiste dialectique les rapports internes inhérents, notamment les nouveaux phénomènes et les change-

⁹⁸ p. 591

ments essentiels dans la nature et la société, à les caractériser correctement et à en tirer les conclusions nécessaires pour la **stratégie et la tactique marxistes-léninistes prospectives** dans la lutte de classe.

Dans ce monde agité, déstabilisé et en crise, il convient de construire une force supérieure à l'impérialisme. Le temps est venu d'**édifier un front uni anti-impérialiste et anti-fasciste international** dont le noyau doit être le prolétariat industriel international.

Le **renforcement de l'ICOR** et l'élévation du niveau de la **coopération et de la coordination** pratiques pour éveiller et **élever** systématiquement **la conscience de classe** en lien avec la **construction et le renforcement considérable de partis révolutionnaires dans des pays de plus en plus nombreux** sont les conditions préalables les plus importantes pour la préparation couronnée de succès de la révolution socialiste internationale.

Annexe :**Recueil de citations importantes
de V. I. Lénine
à propos des « pays néo-impérialistes »****NAISSANCE DE L'IMPÉRIALISME****L'impérialisme comme résultat inhérent
au capitalisme**

La politique coloniale et l'impérialisme ne sont pas du tout des anomalies pathologiques et curables du capitalisme (comme le croient les philistins, et Kautsky avec eux), mais l'inévitable résultat des fondements mêmes du capitalisme : ... (Lénine, « Impérialisme et socialisme en Italie », Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1976, p. 371)

Substitution de monopoles à la libre concurrence

À la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. (Lénine, « Le socialisme et la guerre », écrit en juillet-août 1915, Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1976, p. 312)

Principales espèces de formation de monopoles

Il faut noter plus spécialement quatre espèces principales de monopoles ou manifestations essentielles du capitalisme monopoliste, caractéristiques de l'époque que nous étudions.

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement.

Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes, les cartels, les syndicats patronaux, les trusts. [...]

Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières, [...].

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. [...] Une oligarchie financière [...] : telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole.

Quatrièmement, [...]. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les « zones d'influence », ... (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 322/323)

Une extension mondiale accélérée de la production capitaliste

Autrefois, la différence économique entre les colonies et les peuples européens – la plupart de ces derniers, tout au moins – tenait au fait que les colonies participaient à l'échange des *marchandises*, mais pas encore à la *production* capitaliste. L'impérialisme a changé tout cela. L'impérialisme est caractérisé, notamment, par l'exportation du *capital*. La production capitaliste s'implante de plus en plus rapidement dans les colonies, ... (Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », écrit en juillet 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 363)

DÉFINITION DE L'IMPÉRIALISME

L'impérialisme comme capitalisme monopoliste, parasitaire et agonisant

Il nous faut commencer par donner la définition la plus précise et la plus complète possible de l'impérialisme. L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme. Cette particularité est de trois ordres : l'impérialisme est (1) le capitalisme monopoliste ; (2) le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; (3) le capitalisme agonisant. La substitution du monopole à la libre concurrence est le trait économique capital, *l'essence* de l'impérialisme. (Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme », Œuvres, t. 23, Paris/Moscou 1974, p. 116)

Définition de l'impérialisme et flexibilité des concepts

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. [...]

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend

une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 287)

CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DE L'IMPÉRIALISME

L'impérialisme comme domination sur toute la vie sociale

Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans *tous* les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres « contingences ». (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 256)

La lutte pour le partage du monde

Il est donc hors de doute que le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est *lié* à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 276)

L'impérialisme, le « libre commerce » et le « droit protecteur »

Si l'Allemagne développe son commerce avec les colonies anglaises plus rapidement que l'Angleterre elle-même, cela ne prouve qu'une chose, c'est que l'impérialisme allemand est plus jeune, plus fort, mieux organisé que l'impérialisme anglais, qu'il lui est supérieur ; mais cela ne prouve nullement la « suprématie » du commerce libre. Car cette lutte

ne dresse pas le commerce libre contre le protectionnisme, contre la dépendance coloniale, mais oppose l'un à l'autre deux impérialismes rivaux, deux monopoles, deux groupements du capital financier. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 313)

Flexibilité particulière, élasticité, entrelacement international du capital financier

Le « maître » typique du monde, c'est désormais le capital financier, lequel est particulièrement mobile et souple, particulièrement entremêlé, à l'intérieur de chaque pays et internationalement, particulièrement dépersonnalisé et détaché de la production directe, particulièrement facile à concentrer et particulièrement avancé déjà dans la voie de la concentration, de sorte que quelques centaines, tout au plus, de milliardaires et de millionnaires président aux destinées du monde entier. (Lénine, « Préface à la brochure de N. Boukharine " L'économie mondiale et l'impérialisme " », Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 111)

Impérialisme est capitalisme parasitaire

L'État-rentier est un État du capitalisme parasitaire, pourrissant ; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 300)

Capitalisme usuraire

Il en va autrement pour la France. Ici les capitaux placés à l'étranger le sont surtout en Europe et notamment en Russie (10 milliards de francs au moins). Il s'agit principalement de capitaux *de prêt*, d'emprunts d'État, et non de capitaux inves-

tis dans les entreprises industrielles. À la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usuraire. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 262)

Exportation de capitaux suraccumulés

La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements « avantageux » font défaut au capital. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 261)

Exportation de capitaux pour augmenter les profits

Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 260/261)

Exportation de capitaux sous forme de placements financiers

Les intérêts impérialistes, comme chacun sait, ne s'expriment pas seulement par des acquisitions territoriales, mais aussi par des acquisitions *financières*. Il ne faut pas perdre de vue que la bourgeoisie suisse exporte des capitaux évalués à 3 milliards de francs au moins et exploite donc d'une manière impérialiste des peuples retardataires. C'est un fait. C'est un fait également que le capital bancaire de la Suisse est inti-

mement lié et enchevêtré à celui des grandes puissances, ... (Lénine, « La défense de la neutralité », écrit en janvier 1917, Œuvres, t. 23, Paris/Moscou 1974, p. 286)

Extension du développement capitaliste par l'exportation de capitaux

Les exportations de capitaux influent, en l'accélérant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 263)

Décalage des rapports de force sur la base du développement inégal

Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Or, les forces changent avec le développement économique et politique ; (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 273)

Naissance de nouveaux pays impérialistes

C'est dans les colonies et les pays transocéaniques que le capitalisme croît avec le plus de rapidité. De *nouvelles* puissances impérialistes (Japon) y apparaissent. (Lénine, « L'im-

périalisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 296)

Tous les pays civilisés deviennent impérialistes

Ce n'est pas la Suisse qui « attend » cela du prolétariat, mais le capitalisme, qui est devenu un capitalisme *impérialiste* dans tous les pays civilisés, en Suisse comme ailleurs. (Lénine, « Douze thèses brèves sur la défense de la patrie par H. Greulich », Œuvres, t. 23, Paris/Moscou 1974, p. 281)

Loi de l'inégalité du développement

L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. (Lénine, « À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe », 23 août 1915, Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1976, p. 354)

L'impérialisme mène à la crise et à la guerre

En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents États est impossible. Les seuls moyens possibles de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont en régime capitaliste les crises dans l'industrie, les guerres en politique. (Lénine, « À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe », 23 août 1915, Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1976, p. 354)

Alliances impérialistes

Aussi, les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky, ne sont *inévitablement*, [...] que des « trêves » entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une*

seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 319)

L'impérialisme comme réaction sur toute la ligne

L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p.320)

Illusion de la démocratie sous l'impérialisme

Le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier font de la démocratie une illusion, et dans le même temps le capitalisme engendre des aspirations démocratiques dans les masses, crée des institutions démocratiques, aggrave l'antagonisme entre l'impérialisme négateur de la démocratie et les masses qui aspirent à la démocratie. (Lénine, « Réponse à P. Kievski (I. Piatakov) », écrit en août-septembre 1916, Œuvres, t. 23, Paris/Moscou 1974, p. 23)

L'IMPÉRIALISME COMME CAPITALISME AGONISANT

Dialectique de croissance et putréfaction

Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; [...] Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en

capital (Angleterre). (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 324)

Capitalisme agonisant, mais pas encore mort

À la vérité, l'impérialisme ne rebâtit pas *et ne peut pas rebâtir* le capitalisme de la base au sommet. [...] L'impérialisme est le capitalisme sur son déclin, mais ce déclin n'est pas achevé. L'impérialisme agonise, mais il n'est pas mort. Il est essentiellement caractérisé, non par de purs monopoles, mais par la coexistence des monopoles avec l'échange, le marché, la concurrence, les crises. (Lénine, « Textes pour la révision du programme du Parti », 1917, Œuvres, t. 24, Paris/Moscou 1976, p. 477/478)

L'IMPÉRIALISME ET LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT COMME STADE PRÉLIMINAIRE DU SOCIALISME

L'impérialisme comme capitalisme monopoliste d'État

« Le capitalisme de monopole se transforme en capitalisme monopoliste d'État ; la pression des événements impose une réglementation sociale de la production et de la répartition dans divers pays, dont certains instituent l'obligation générale du travail. »

Avant la guerre il y avait le monopole des trusts et des syndicats industriels ; la guerre a fait apparaître le monopole d'État. (Lénine, « Discours en faveur de la résolution sur la situation actuelle », Œuvres, t. 4, Paris/Moscou 1976, p. 309)

Importance de la question de l'État

La question de l'État revêt de nos jours une importance particulière au point de vue théorique comme au point de vue politique pratique. La guerre impérialiste a considérablement

accélééré et accentué le processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État. La monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'État, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus. Les pays avancés se transforment – nous parlons de leur « arrière » – en bagnes militaires pour les ouvriers. (Lénine, « L'État et la révolution », préface à la première édition, 1917, Œuvres, t. 25, Paris/Moscou 1971, p. 415)

Impérialisme et socialisation de la production

Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 223)

L'impérialisme comme étape préliminaire immédiate du socialisme

La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste [...] parce que le capitalisme monopoliste d'État est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, l'*antichambre* du socialisme, l'étape de l'histoire qu'*aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme. (Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », septembre 1917, paru fin octobre 2017, Œuvres, t. 25, Paris/Moscou 1971, p. 390)

Préparation matérielle du socialisme

Mais le mécanisme de gestion sociale y est déjà tout prêt. Une fois les capitalistes renversés, la résistance de ces exploi-

teurs matée par la main de fer des ouvriers en armes, la machine bureaucratique de l'État actuel brisée, nous avons devant nous un mécanisme admirablement outillé au point de vue technique, affranchi de « parasitisme », et que les ouvriers associés peuvent fort bien mettre en marche eux-mêmes ... (Lénine, « L'État et la révolution », septembre 1917, Œuvres, t. 25, Paris/Moscou 1971, p. 461)

IMPÉRIALISME ET OPPORTUNISME

Base matérielle de l'opportunisme

L'impérialisme [...] crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, ce sont les forces dressées contre l'impérialisme en général et l'opportunisme en particulier, forces que le social-libéral Hobson n'est évidemment pas en mesure de discerner. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 303)

Identité de l'opportunisme et du social-chauvinisme

Kautsky *dissocie* la politique de l'impérialisme de son économie ; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de frayer la voie à son réformisme bourgeois : le « désarmement », l'« ultra-impérialisme » et autres sottises du même acabit. Le sens et le but de cette théorie falsifiée sont uniquement d'estomper les contradictions *les plus profondes* de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de l'« unité » avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et opportunistes avoués. (Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme », Œuvres, t. 23, Paris/Moscou 1974, p. 118/119)

Le social-chauvinisme comme opportunisme achevé

Ce courant [...], socialiste en paroles et chauvin en fait, se caractérise par une lâche et servile adaptation des « chefs du socialisme » aux intérêts non seulement de « leur » bourgeoisie nationale, mais plus précisément de « leur » État ... (Lénine, « L'État et la révolution », septembre 1917, Œuvres, t. 25, Paris/Moscou 1971, p. 415/416)

Lutte indispensable contre l'opportunisme

Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère. (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », printemps 1916, Œuvres, t. 22, Paris/Moscou 1976, p. 325)

IMPÉRIALISME ET TÂCHES DES SOCIALISTES

Reconnaissance du droit à l'autodétermination

L'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de “ grandes ” puissances ; aussi la lutte pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. “ Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ” (Marx et Engels). Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par “ sa ” nation à l'encontre d'autres nations. (Lénine, « Le socialisme et la guerre », écrit en juillet-août 1915, Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1976, p. 328)

Rejet du chauvinisme au niveau des principes

C'est pourquoi le *nœud* de la question de l'autodétermination des nations réside précisément, à notre époque, dans l'attitude des socialistes des pays *opprimeurs*. Le socialiste d'un pays oppresseur (Angleterre, France, Allemagne, Japon, Russie, États-Unis, etc.) qui ne reconnaît pas et ne défend pas le droit des nations opprimées à l'autodétermination (c'est-à-dire à la libre séparation) est en fait un chauvin et non un socialiste. (Lénine, « La question de la paix », écrit en juillet-août 1915, Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1976, p. 302/303)

Importance de la lutte pour la liberté et la démocratie

Dans la société bourgeoise contemporaine, on ne peut concevoir sans liberté politique ni un plein essor des forces productives, ni une lutte de classe libre, déclarée et large, ni l'éducation politique, l'instruction, la cohésion des masses prolétariennes. C'est pourquoi le prolétariat conscient poursuit toujours une lutte décidée pour une complète liberté politique, pour la révolution démocratique. (Lénine, « Les objectifs démocratiques du prolétariat révolutionnaire », 17 (04) juin 1905, Œuvres, t. 8, Paris/Moscou 1976, p. 518)

Libérer les masses de leurs illusions

Naturellement, la lutte pour le renversement de l'impérialisme est difficile, mais les masses doivent connaître la *vérité* sur cette lutte difficile et pourtant nécessaire. On ne doit pas les bercer de l'espoir d'une paix acquise sans le renversement de l'impérialisme. (Lénine, « Lettre à la commission socialiste internationale », septembre 1915, Œuvres, t. 21, Paris/Moscou 1976, p. 388)

Internationalisme prolétarien (I)

Le nationalisme petit-bourgeois appelle internationalisme la seule reconnaissance de l'égalité des nations, et laisse

intact (sans parler même du caractère purement verbal de cette reconnaissance) l'égoïsme national, alors que l'internationalisme prolétarien exige : 1° que les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnés aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale ; 2° que les nations en train de vaincre la bourgeoisie soient aptes et prêtes à accepter les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capital international. (Lénine, « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », publié en juin 1920, Œuvres, t. 31, Paris/Moscou 1961, p. 149/150)

Internationalisme prolétarien (II)

L'internationalisme consiste à rompre avec *ses propres* social-chauvins (c'est-à-dire les jusqu'-au-boutistes) et avec *son propre* gouvernement impérialiste, à mener la lutte révolutionnaire contre lui, à le renverser, à consentir les plus grands sacrifices nationaux (même la paix de Brest-Litovsk), si cela est utile au développement de la révolution ouvrière *internationale*. (Lénine, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », octobre 1918, Œuvres, t. 28, Paris/Moscou 1961, p. 110)

Liste des publications en français

Série *Revolutionärer Weg* [Voie révolutionnaire – VR]

**Problèmes du marxisme-léninisme
Organe théorique du MLPD –
une ligne élaborée dans plus de 40 ans**

Willi Dickhut, maître à penser et cofondateur du MLPD, sur l'importance fondamentale de cette série :

« Chaque numéro traite un problème déterminé central de notre époque et tous ensemble constituent un système pour la solution pratique des tâches actuelles. Le contenu de notre organe théorique n'est pas une étude théorique abstraite mais une unité dialectique des principes marxistes-léninistes et d'expériences pratiques du travail communiste de plusieurs dizaines d'années. Sur la base du marxisme-léninisme, nous avons analysé dans Revolutionärer Weg les changements de l'époque actuelle, gagné et développé théoriquement de nouvelles connaissances. »



Willi Dickhut
Responsable
de la rédaction
Revolutionärer Weg
jusqu'en 1992

VR No 1, 1969

Trois programmes – trois documents du révisionnisme et opportunisme

VR No 2, 1969

La Voie vers le socialisme

VR No 3, 1970

Antiautoritarisme et mouvement ouvrier

VR No 4+5, 1970

La Construction du parti et la lutte pour la ligne prolétarienne

VR No 6, 1971

La Méthode dialectique dans le mouvement ouvrier

VR No 7-9, 1972 *

La Restauration du capitalisme en Union soviétique

No 7, 1971 – **La Classe de la nouvelle bourgeoisie**

No 8, 1972 – **La Nouvelle économie capitaliste**

No 9, 1972 – **Le Social-impérialisme**

VR No 10, 1973 *

Quelques questions fondamentales de la construction du parti

VR No 11+12, 1973 *

Syndicats et lutte de classe

VR No 13+14, 1974

Développement économique et lutte de classe

VR No 15, 1976

Luttes contre les courants liquidateurs

VR No 16-19, 1976-1979

Le Capitalisme monopoliste d'État en RFA

VR No 20+21, 1981

Stratégie et tactique dans la lutte de classe

VR No 22, 1983

Guerre et paix et la révolution socialiste

VR No 23, 1984 **

Crises et lutte des classe

VR No 24, 1988

L'Unité dialectique entre la théorie et la pratique

VR No 25, 1993 *

Le Néocolonialisme et les changements dans la lutte de libération nationale

VR No 26, 1995 **

La Lutte pour le mode de pensée dans le mouvement ouvrier

VR No 27+28, 1999 *

La Lutte de classe et la lutte pour la libération de la femme

VR No 29-31, 2003 **

La Nouvelle organisation de la production internationale – Crépuscule des Dieux sur le « nouvel ordre mondial »

VR No 32-34, 2011 **

L'Aube de la révolution socialiste internationale – Stratégie et tactique de la révolution socialiste internationale

Première partie :

Stratégie et tactique prolétariennes et caractère international de la révolution socialiste

Deuxième partie :

La stratégie et la tactique du capital financier international dans la lutte des classes contre le prolétariat international et ses alliés

Troisième partie :

La stratégie et la tactique marxistes-léninistes de la révolution socialiste internationale

VR No 35, 2014 **

**Alerte à la catastrophe !
Que faire contre la destruction délibérée de l'unité de l'homme et de la nature ?**

Brochure parue en 1999

L'application consciente de la méthode dialectique au niveau de l'enseignement du mode de pensée

Brochure parue en 2009 **

L'économie politique bourgeoise se retrouve dans une situation désastreuse – Quelques compléments à la théorie de crise marxiste-léniniste

Extrait de *Rote Fahne* n° 21, avril 2017 (fichier PDF)

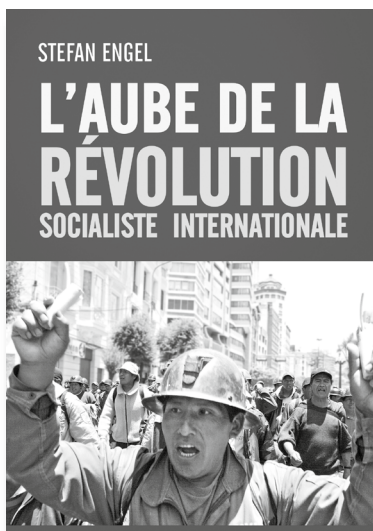
Une nouvelle qualité de la propension générale de l'impérialisme à produire des crises et les chances pour les révolutionnaires

Une analyse des changements les plus actuels dans le système impérialiste mondial de Gabi Fechtner, présidente du MLPD

<https://www.mlpd.de/fr/170421>
MLPD Rote Fahne Gabi Gaertner
Une nouvelle qualite.pdf/view

* disponible sur CD-ROM

** publié sous forme de livre



Stefan Engel

**L'AUBE DE LA RÉVOLUTION
SOCIALISTE INTERNATIONALE**

Voie révolutionnaire No 32-34
publié sous forme de livre

637 pages

ISBN 978-3-88021-394-4

De nombreuses éditions de la série *Revolutionärer Weg* sont disponibles sous forme de livre ou sur CD.

Publications et traductions internationales en partie en anglais, espagnol, français, turc, russe, farsi et arabe.

Verlag Neuer Weg
Littérature et médias

- progressistes
- antifascistes
- internationalistes
- marxistes-léninistes

Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à
verlag@neuerweg.de



Verlag Neuer Weg
MEDIENGRUPPE
NEUER WEG GmbH

Verlag Neuer Weg, Alte Bottroper Str. 42, D-45356 Essen
Tel.: +49 201 25915, E-mail: verlag@neuerweg.de
Webshop: www.people-to-people.de

L'ouvrage « L'Aube de la révolution socialiste internationale » a formulé pour la première fois la thèse des pays néo-impérialistes. La présente brochure fournit la preuve scientifique du bien fondé de cette thèse.



Stefan Engel, né en 1954, est mécanicien-ajusteur de formation et travaille aujourd'hui comme essayiste indépendant. Depuis 1968 il s'engage pour le véritable socialisme et œuvre pour la construction de parti du MLPD. Depuis 1975, il est l'un de ses représentants dirigeants et était son président pendant de longues années jusqu'en 2017. Depuis 1992, il est responsable de l'organe théorique du MLPD *Revolutionärer Weg* [Voie révolutionnaire].